

TRANSPORT ET DIGNITÉ Redonner à chaque voyageur le droit de se déplacer dans des conditions humaines

SALAH LAKOUES



DE L'INDUSTRIE INDUSTRIALISANTE AU CONSEIL
D'EXPERTS EN INDUSTRIE AUTOMOBILE

Qu'est-ce qui a vraiment changé ?

CHAALAL MOURAD



FEMME, MÉRITE ET DÉVELOPPEMENT Entre avancées légales et débats instrumentalisés

SALAH LAKOUES

INSÉCURITÉ DANS LES CITÉS Société civile à l'épreuve et police communale en perspective !

CHERIF ALI



Livres : femmes d'Algérie

Belkacem Ahcene-Djaballah

L'ACTUALITÉ AUTREMENT VUE

4E FOIRE COMMERCIALE
INTRA-AFRICAINNE

Communication et interaction africaine



Par Mohamed Meziane,
ministre de la Communication

L'Europe humiliée par ses propres dirigeants

DJAMEL LABIDI



BAYROU JETTE L'ÉPONGE Jeux et enjeux d'une crise politique annoncée

ABDELHAK BENELHADJ

La fin des idéologies arabes : une page tournée ou un cycle en attente de renouveau ?

KHALED CHEBLI



Compétition, guerre et innovation

DERGUINI AREZKI

Ghaza
Génocide et mensonge

Mercredi 690^e jour de l'agression sioniste contre la population civile de Ghaza et près de 6 mois (178 jours) de siège total de l'enclave, l'armée génocidaire d'Israël poursuit ses massacres contre les femmes, les enfants, et les personnes à la recherche d'aides alimentaires.

Mohamed Mehdi

Le rapport statistique publié, hier, par le ministère de la Santé, fait état de 403 victimes lors des précédentes 24h (mardi), dont 76 martyrs et 298 blessés transférés vers les hôpitaux de Ghaza, portant à 62.895 martyrs et 158.927 blessés, le nombre total de victimes palestiniennes depuis le 7 octobre 2023. Quant au bilan des victimes depuis la reprise des bombardements, le 18 mars 2025, il passe à 11.050 martyrs et 46.886 blessés.

En outre, l'armée d'occupation et les agents de la fondation américaine «GHF» ont tué 18 Palestiniens et blessé 106 autres dans les «centres d'aide» israélo-américains, durant les précédentes 24 heures, portant le nombre total des victimes parmi les demandeurs d'aide alimentaire à 2.158 martyrs et 15.843 blessés.

Par ailleurs, le ministère fait état du décès de 10 nouveaux cas de personnes affamées, dont 2 enfants, portant le nombre total de victimes de la famine et de la malnutrition, imposée par Israël avec le soutien des Etats-Unis, à 313 martyrs, dont 119 enfants.

Hier, Ghaza a enregistré, depuis l'aube jusqu'à 9h (localement), au moins 21 martyrs, dont 4 demandeurs d'aide alimentaire tués devant les centres de la Fondation américaine «GHF»

LES CHIFFRES DU GÉNOCIDÉ ISRAËLIEN EN CISJORDANIE OCCUPÉE

En Cisjordanie occupée, le nombre de victimes, sous les tirs des forces d'occupation et des colons israéliens, a atteint 982 martyrs depuis le début de l'agression contre Ghaza, selon le Haut Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme.

Plus de 42.000 personnes ont été déplacées suite aux démolitions de maisons et aux attaques de colons, ajoute la même source.

Pendant, selon la plateforme «Mo3ta» (données) du Centre d'information palestinien, spécialisé dans le suivi et la documentation de toutes les questions liées à la cause palestinienne, le nombre de victimes des crimes de l'armée et des colons sionistes en Cisjordanie occupée, est de 1063 martyrs, 7734 blessés, et 20844 arrestations.

Pas moins de 307 attaques ont visé des membres d'équipes médicales et de secours et 98 ayant ciblé des journalistes dont certains ont été arrêtés et d'autres blessés.

Les données de «Mo3ta» font état également de 27.021 assauts dans des villes et des villages de Cisjordanie occupée, 13.594 violations de domiciles, 6.036 destructions de biens, dont 1.444 habitations, 2.324 confiscation de biens y compris 196 maisons, 21.295 restrictions aux points de contrôle et 10.547 fermetures de points d'accès routiers aux villes et villages de Cisjordanie occupée. Concernant les actions terroristes des colons sionistes, la plateforme les estime à plus de 5.000 attaques et 644 activités de colonisation de terres palestiniennes. Ces agressions israéliennes ont provoqué des déplacements forcés de 51.438 Palestiniens à l'intérieur de la Cisjordanie occupée.

MASSACRE DE L'HÔPITAL NASSER : LA RÉPONSE AU RÉCIT MENSONGER DE L'ARMÉE SIONISTE

Pour justifier le massacre de lundi dernier contre l'hôpital Nasser de Khan Younes, qui a fait 22 martyrs (après le décès hier de deux blessés), le porte-parole de l'armée génocidaire israélienne a prétendu, mardi, que les deux bombardements successifs visaient une «caméra» de la résistance palestinienne près du bâtiment ciblé. Dans un communiqué détaillé, rendu public mercredi, le Gouvernement de Ghaza a réfuté ce récit, qu'il qualifie de mensonger, sur cette attaque horrible perpétrée au complexe médical Nasser.

Après avoir commis un «nouveau crime horrible en bombardant l'hôpital Nasser à Khan Younes, tuant 22 civils et blessant des dizaines de personnes, dont des médecins, des journalistes, des secouristes de la défense civile et des travailleurs humanitaires», l'occupation tente de le justifier en diffusant un récit mensonger prétendant qu'une «caméra» appartenant à la résistance avait été prise pour cible. Il s'agit d'une affirmation dénuée de toute preuve, visant à échapper à toute responsabilité juridique et morale dans un massacre de grande ampleur», affirme le communiqué.

Concernant la caméra, le gouvernement de Ghaza affirme qu'elle était «clairement visible» et «appartenait au photojournaliste de Reuters, Hosam al-Masry, tué lors du premier raid alors qu'il diffusait en direct».

A propos du «second raid» de l'attaque, le communiqué explique qu'il s'agit là d'une «tactique criminelle» de «double frappe» dont l'objectif est de «cibler les équipes de défense civile, les journalistes et les services humanitaires (qui) se sont précipités pour secourir les blessés». «Cette politique systématique de «double frappe» est une tactique criminelle internationalement interdite qui révèle la volonté délibérée de l'occupation de causer le plus grand nombre possible de victimes civiles», ajoute le gouvernement de Ghaza.

En outre, concernant la liste de six martyrs présentés par l'armée d'occupation comme des «terroristes», le document précise que certains parmi ces victimes «ont été tués en dehors du complexe médical Nasser» et que l'un d'eux «a été pris pour cible par l'occupation dans les tentes de Mawassi al-Qarara». «Il en va de même pour le martyr Omar Abu Taym, qui a été tué ailleurs et à une autre période et son corps n'a pas encore été retrouvé, contrairement aux affirmations de l'occupation», alors que «les autres martyrs étaient des victimes civiles, tués lors de la deuxième frappe, et non lors de la première».

Enfin, quant à la prétendue liste de «recherchés militairement», le communiqué répond que «les personnes qui se trouvaient dans les escaliers de l'hôpital au moment du bombardement sont connues par leur nom et leur profession, et ne sont pas recherchées. Il s'agit de membres de la presse, de la défense civile et de travailleurs humanitaires. Il n'est ni logique ni réaliste qu'ils soient «recherchés militairement» et de trouver à cet endroit».

ANALYSE

Mustapha Aggoun

Oui, je suis Algérien

Un pays, c'est comme un homme : pour savoir qui il est vraiment, il suffit parfois de regarder qui lui voue une haine acharnée. Cette vérité, simple et implacable, s'applique à l'Algérie mieux qu'à tout autre. «Dis-moi qui est ton ennemi, je te dirai qui tu es.» Voilà la clef. Et quand on dresse la liste de ceux qui, aujourd'hui encore, rêvent de briser l'Algérie, de ternir son image, de contrarier sa marche vers un destin souverain, on comprend la noblesse de son chemin et la grandeur de sa position.

Un ministre de l'entité sioniste n'a pas hésité à le déclarer : «L'Algérie est un pays à combattre, parce qu'elle refuse même de nous nommer autrement que comme une entité illégitime.» Quelle déclaration ! Quel aveu de faiblesse, déguisé en menace ! Car derrière ces mots, ce n'est pas l'Algérie qui tremble, mais l'oppresseur qui révèle sa peur. Et moi, à chaque fois que j'entends ce genre de cris haineux, je ne peux qu'aimer davantage mon pays. Je ne peux qu'être plus fier de mon algérianité, cette identité façonnée dans le feu des résistances, dans la mémoire des martyrs, dans l'intransigeance vis-à-vis des injustices.

De même, lorsque j'entends les propos venimeux d'un Bruno Retailleau, lorsque je vois les visages crispés et les slogans rageurs de l'extrême droite française, je ne ressens ni doute ni honte. Je ressens un seul sentiment : un amour redoublé pour mon pays. Car c'est en lisant leurs attaques qu'on devine la force tranquille de notre diplomatie. C'est en observant leurs obsessions qu'on comprend la puissance de nos principes. L'Algérie, contrairement à tant d'autres nations ligotées par des compromis, ne se vend pas. Elle reste fidèle à son histoire, fidèle à son peuple, fidèle à ce serment d'indépendance arraché en 1962 : «Ni trahison, ni soumission.»

Il suffit de tendre l'oreille aux ennemis de l'Algérie pour comprendre ce qu'elle incarne : - Le Maroc, qui rêve d'expansion sur les ruines des peuples voisins et qui s'est vendu à la normalisation avec l'entité sioniste. - Les Émirats Arabes Unis, qui croient que l'argent du pétrole peut acheter la conscience des peuples et se mettent au service de tous les agendas impérialistes. - Les droites et extrêmes droites françaises, toujours nostalgiques de la Françafrique, de la tutelle coloniale, de ce temps où Alger leur appartenait comme un joyau volé. - L'entité sioniste, dont la seule existence repose sur le vol, l'occupation et le mépris du droit des peuples. - Les milices de Haftar, avatars de la division et du chaos imposé à la Libye. - Les juntas africaines manipulées, oscillant entre autoritarisme et soumission aux forces étrangères.

Regardez-les. Écoutez-les. Suivez leurs discours. Tous s'accordent à vouloir freiner l'Algérie. Tous s'entendent à salir son image. Et c'est précisément pour cela qu'on doit l'aimer davantage, qu'on doit s'y accrocher avec une fierté sans faille. Car l'Algérie ne se définit pas par ses slogans officiels, mais par le reflet qu'elle renvoie à travers la haine de ses

adversaires.

À cette meute s'ajoute une autre engeance, peut-être plus amère encore : celle des plumes vendues en

France. Ces chroniqueurs, journalistes ou écrivains d'origine algérienne qui, pour un poste médiatique ou une caresse idéologique, se font les porte-voix du néo-colonialisme. Ils offrent à la droite française une propagande prête à l'emploi, une rhétorique sur mesure, un mépris de leur propre terre natale maquillé en «esprit critique». Ils ne sont rien d'autre que les héritiers modernes des harkis : ce «néo-harkisme» qui s'adapte au «néo-colonialisme». Une aliénation intellectuelle doublée d'une trahison morale. Mais là encore, leur haine est un compliment : car si l'Algérie n'était pas debout, si elle n'était pas libre, elle ne susciterait ni tant de venin, ni tant d'obsession.

Il suffit de regarder le monde arabe aujourd'hui : du Golfe à l'Océan, tant de pays se retrouvent sous chantage, sous pression, parfois déjà prisonniers de la normalisation avec l'ennemi sioniste. Beaucoup ploient, reculent, marchandant leur souveraineté pour une poignée de faveurs diplomatiques. L'Algérie, elle, a choisi un autre chemin. Elle a imposé une image : celle d'une diplomatie fidèle à son histoire, intransigeante sur les principes. Une indépendance chèrement acquise, qu'elle protège jalousement contre vents et marées. Cette position, bien sûr, a un prix. Elle fait grincer des dents les chancelleries occidentales. Elle dérange les calculs des puissances impériales. Elle réveille les fantômes de l'ancien colonisateur. Mais n'est-ce pas là le plus beau des héritages ? L'Algérie est née dans le refus : refus du déni, refus de l'effacement, refus de la soumission. C'est ce refus qui l'a façonnée, qui l'a forgée. Aujourd'hui encore, il inspire sa voix dans les forums internationaux, il nourrit sa posture au sein du Mouvement des Non-Alignés, il éclaire son soutien aux peuples opprimés, de la Palestine au Sahara Occidental.

Et moi, face à cela, que puis-je faire, sinon aimer plus mon pays ? Sinon être fier de mon algérianité, cette appartenance qui n'est pas un simple drapeau ou un mot sur une carte d'identité, mais une histoire, une douleur, une fidélité. Je suis fier, oui, lorsque je vois mon pays se dresser là où d'autres baissent les yeux. Je suis fier lorsque son nom fait trembler les tyrans et frissonner les nostalgiques du colonialisme. Je suis fier lorsque, dans ce monde arabe fracturé, l'Algérie incarne encore l'intransigeance et la dignité.

Un pays se mesure à ses ennemis. Et l'Algérie, aujourd'hui, se mesure à la hauteur des siens. Elle a pour adversaires les tenants du colonialisme ancien et les promoteurs du colonialisme nouveau. Elle a pour ennemis les fossoyeurs des peuples et les adorateurs du marché. Elle dérange les nostalgiques de l'empire et les stratèges du chaos. Et plus je regarde cette liste, plus je me sens honoré d'appartenir à ce pays.

Oui, je suis Algérien. Et quand je vois qui nous combat, je n'ai pas besoin d'autre preuve de la justesse de notre voie.

Air Algérie
Perturbations de vols en raison de «contraintes opérationnelles»

La compagnie aérienne nationale, Air Algérie, a indiqué mercredi, que son programme de vols connaît «des perturbations depuis plusieurs jours», en raison de «contraintes opérationnelles survenues de façon inattendue».

Ces perturbations qui «ris-

quent de se poursuivre encore jusqu'à vendredi», sont la conséquence «des effets cumulés» de ces contraintes, ayant provoqué «une forte tension sur les opérations», s'ajoutant à «la densité de l'activité qui caractérise la période de pic de la saison estivale», a précisé la

compagnie dans un communiqué. Air Algérie a présenté ses excuses à sa clientèle pour «les désagréments engendrés» et a assuré mettre «tout en œuvre pour rétablir la situation au plus vite et revenir à une régularité optimale des programmes des vols».

Le Quotidien d'ORAN

Edition Nationale d'Information
Editée par la SPA
ORAN - PRESSE
au Capital de 195.923.000,00 DA

Président
Directeur Général
Directeur
de la Publication
Mohamed Abdou
BENABBOU

Direction - Administration
Rédaction
63, Ave de l'ANP - Oran
B.P.N°110 - Oran
Tél. 041.23.25.22
23.25.23 / 23.25.24
23.25.69 / 23.25.84 / 23.26.15

Fax Pub: 041.23.25.21
Fax et Rédaction: 041.23.25.20
Imp.: Oran : imprimerie
"Le Quotidien d'Oran"
Alger : imprimerie "Le Quotidien d'Oran"
Constantine : S.I.E.

INTERNET: <http://www.lequotidien-oran.com>
E-mail : infos@lequotidien-oran.com
publicite@lequotidien-oran.com
admin@lequotidien-oran.com
lequotidiendoran@yahoo.fr

Diffusion : Ouest et Centre : SDPO - Est: SO.DI. PRESSE

«Pour votre Publicité s'adresser à : l'Entreprise Nationale de Communication, d'Édition et de Publicité» - Agence ANEP 01, Avenue Pasteur - Alger - Téléphone : 020.05.20.91 / 020.05.10.42 - Fax : 020.05.11.48 / 020.05.13.45 / 020.05.13.77
E-mail : agence.regie@anep.com.dz / programmation.regie@anep.com.dz / agence.oran@anep.com.dz / agence.annaba@anep.com.dz / agence.ouargla@anep.com.dz / agence.constantine@anep.com.dz

Ambassade de France Réduction des visas pour les Algériens à partir de septembre

A. Z.

L'ambassade de France à Alger tente de se dédouaner auprès de l'opinion en annonçant à travers un communiqué, publié le mardi 26 août, une réduction du nombre de rendez-vous disponibles auprès du prestataire Capago, chargé de recevoir les demandes de visas instruites par les trois consulats français, à Alger, Oran et Annaba.

Moins de rendez-vous de demandes de visas signifie moins ou pas de visa pour les Algériens, sauf pour quelques cas concernant le renouvellement des visas et les demandes de visas d'études pour la France.

L'ambassade de France à Alger explique à travers son communiqué que la réduction du traitement du volume des demandes de visas est due à la réduction des effectifs de l'ambassade, notamment des consulats d'Alger, Oran et Annaba. Une réduction d'un tiers des effectifs à partir du 1^{er} septembre, parce que «le ministère algérien des Affaires étrangères n'a pas donné suite à l'essentiel des demandes de visas d'accréditation sollicités pour ces personnels», relèvent les termes du communiqué en question. Laisant croire en filigrane que la faute repose sur le ministère algérien des Affaires étrangères, alors qu'en réalité le problème est plus profond et le refus du côté algérien de donner suite aux demandes de visas d'accréditation de ce personnel n'est qu'une action des autorités algériennes engagée dans le cadre de la réciprocité.

L'on rappelle l'arrestation et la mise en détention d'un agent consulaire algérien, avec deux autres ressortissants algériens, dans une affaire farfelue, montée de toute pièce, en avril dernier, par le ministre de l'Intérieur pour torpiller la relance des relations bilatérales après l'entretien téléphonique entre les Présidents Tebboune et Macron, appuyé par une visite du ministre français des Affaires étrangères jugée constructive. L'ambassadeur de France à Alger a été convoqué pour recevoir les protestations des Autorités algériennes sur «la forme» et sur

«le fond» de l'affaire, notamment l'absence de «notification par le canal diplomatique», exigeant de ce fait la libération de l'agent consulaire. Constatant qu'aucune action n'a été engagée dans ce sens par les autorités françaises, pour ne pas dire que la situation n'a fait qu'empirer, l'Algérie avait décidé d'expulser 12 agents consulaires français, dont certains sont fonctionnaires du ministère français de l'Intérieur. Et, au lieu de faire une pause et trouver une solution à cette crise diplomatique, la France a expulsé un même nombre d'agents consulaires algériens. Puis, d'autres problèmes diplomatiques sont venus s'y greffer, à l'enseigne de l'empêchement des agents algériens de prendre possession de la valise diplomatique au niveau des aéroports français, entraînant une réaction de réciprocité de la part de l'Algérie, ainsi que l'exigence par la France d'un visa pour les Algériens détenteurs de passeports diplomatiques, également opposé à la réciprocité par le côté algérien. Sans oublier cette lettre du président Macron, adressée à son Premier ministre, où il lui demande clairement «plus de fermeté» vis-à-vis de l'Algérie. En somme, on est arrivé à cette réduction du personnel dans les consulats français, qui entraîne une réduction des visas pour les Algériens. Une réduction, comme par hasard, fortement réclamée par une certaine classe politique française depuis bien longtemps.

Dans son communiqué, la représentation diplomatique française à Alger explique que la crise entre la France et l'Algérie aura pour effet une «réduction significative» de ses effectifs et des trois consulats généraux dès le 1^{er} septembre prochain, une situation qui aura «notamment pour conséquence une capacité limitée à instruire les demandes de visas pour la France». Ajoutant que face à cette situation, les consulats d'Alger, Oran et Annaba sont en «train de se réorganiser pour accorder la priorité des services aux Français, aux demandes de renouvellement de visas et aux demandes de visas d'études en France», selon le communiqué.

Levée du monopole de Naftal sur l'importation des lubrifiants La Présidence dément

La Direction générale de la communication à la Présidence de la République, après vérification auprès de l'instance compétente, dément l'information relayée par le quotidien francophone El Watan, dans son édition de mercredi 27 août 2025, concernant la levée du monopole de la société Naftal sur l'importation des lubrifiants.

La Direction générale de la com-

munication a affirmé, dans un communiqué, que la Société nationale de commercialisation et de distribution de produits pétroliers «Naftal» demeure «l'unique organisme officiel pour l'importation de lubrifiants et de pneumatiques», soulignant que la décision prise lors de la réunion du Conseil des ministres tenue le 7 mai 2024 «reste en vigueur et n'a fait l'objet d'aucune révision».

Neuf personnes en détention pour blanchiment Plus de 124 milliards en dinars et 1 million d'euros saisis

M. Aziza

Les services de Sécurité et la Justice ont frappé un grand coup contre une organisation criminelle qui serait impliquée dans le blanchiment d'argent en bande criminelle organisée. D'importantes sommes d'argent en monnaie nationale et en devises ont été saisies et 9 accusés ont été arrêtés, tandis que 2 autres demeurent en fuite.

C'est ce qui ressort du communiqué rendu public par le parquet d'Alger qui précise que l'affaire a éclaté à la suite d'informations parvenues aux services de Sécurité de la wilaya de Mostaganem, le 12 août dernier, faisant état de la présence d'objets suspects dans un véhicule de type Master. L'inspection du véhicule a permis de découvrir des valises, des sachets et colis contenant des montants considérables de

monnaie nationale et en devises étrangères. Les investigations menées par la section régionale de lutte contre la criminalité organisée à Oran, en coordination avec le parquet économique et financier, ont révélé l'existence d'un réseau structuré spécialisé dans le transfert d'argent et a abouti à la saisie d'importantes sommes d'argent en monnaie nationale et en devises.

Un communiqué de la Direction générale de la Sûreté nationale (DGSN), rendu public hier, précise qu'après l'élargissement du champ des recherches dans cette affaire, «deux individus membres du réseau criminel ont été arrêtés, outre la perquisition du logement qu'ils exploitaient et la saisie d'autres sommes en monnaie nationale et en devises étrangères».

Au cours de l'enquête, les éléments du SRLCO ont «récupéré deux sommes d'argent en devises étrangères (plus d'un million d'euros et

Le chargé d'affaires de l'Ambassade de France convoqué au siège du MAE

Le chargé d'affaires de l'Ambassade de la République française à Alger a été convoqué, mercredi, au siège du ministère des Affaires étrangères (MAE) par le Directeur général du Protocole, indique un communiqué du ministère, précisant que cette convocation "intervient suite au communiqué rendu public par la représentation diplomatique française au sujet de l'accréditation d'agents diplomatiques et consulaires français en Algérie".

"L'attention du diplomate français a été fermement attirée sur le grave manquement aux usages diplomatiques, les plus solidement établis, qui caractérise ledit communiqué", précise la même source.

"Dans ce contexte, il lui a été indiqué que par sa forme autant que par son fond, ce communiqué était inacceptable en ce qu'il contenait une présentation tendancieuse des faits et qu'il s'adressait directement à l'opinion publique algérienne pour incriminer devant elle une prétendue responsabilité exclusive et entière du ministère des Affaires étrangères dans la non-accréditation d'agents diplomatiques et consulaires français en Algérie", ajoute le communiqué.

"Du point de vue de la forme, cette manière d'agir de l'Ambassade n'est pas tolérable, en ce qu'elle viole l'esprit et la lettre de

la Convention de Vienne sur les relations diplomatiques de 1961. Du point de vue du fond, il a été rappelé au diplomate français qu'il était personnellement le mieux informé des tenants et aboutissants de cette situation", note la même source.

A cet égard, le communiqué fait remarquer qu'"en effet, la non-accréditation d'agents diplomatiques et consulaires français en Algérie est intervenue bien après une décision française similaire et après épuisement, à l'initiative de la partie algérienne, de toutes les possibilités de règlement de ce différend à la satisfaction des deux pays.

Il s'agissait là, ni plus ni moins, que de l'application stricte du principe de réciprocité".

"C'est le gouvernement français qui a été à l'origine, depuis plus de deux ans, du refus d'accréditation de Chefs de Poste et d'agents consulaires algériens en France. En conséquence de cette situation, trois Consuls Généraux et six Consuls algériens n'ont pas reçu leurs accréditations sollicitées depuis plus de six mois. De même, quarante-six agents diplomatiques et consulaires algériens n'ont pu rejoindre leur lieu d'affectation en France du fait du silence observé par la partie française quant à leurs demandes d'accréditation", explique le communiqué.



Amine Bouali

En 1947, muni de sa licence et de son diplôme d'études supérieures en philosophie, le futur philosophe et journaliste Jean-François Revel, né en 1924 (de son vrai nom Jean-François Ricard) est nommé professeur dans une « médersa » à Tlemcen, un lycée où les élèves, selon ses dires, étaient tous « Algériens ».

Il s'y installe pour une année et demie avec son épouse, la peintre Yahne Le Toumelin, et leur fils Mathieu, encore bébé, qui deviendra plus tard un célèbre moine bouddhiste.Durant ce séjour dans la capitale des Zianides, le couple tisse de solides amitiés, notamment avec Si Tayeb, instituteur dans le village voisin d'El-Khémis. Les week-ends sont souvent l'occasion de se retrouver chez ce dernier, dans un cadre simple et verdoyant, qui inspira sans doute autant le futur philosophe que l'artiste-peintre, loin du tumulte parisien qu'ils venaient de quitter.

La vie semble suivre son cours, rythmée par l'enseignement, les discussions et les promenades. Mais sous cette tranquillité apparente, les tensions affluent. Le poids du système colonial, les inégalités persistantes, les frustrations accumulées font naître un malaise diffus. Les regards se durcissent, les silences devien-

nent lourds de sens. On pressent que cet équilibre (ou plutôt ce déséquilibre) fragile ne pourra durer.

Le mouvement nationaliste, en effet, prend de l'ampleur, porté par une volonté croissante d'émancipation. Sur ce terrain, Si Tayeb et ses hôtes partagent des idées communes. Loin d'être un simple observateur, Jean-François Revel s'engagera clairement en faveur de l'indépendance algérienne. En 1960, il figurera parmi les signataires du Manifeste des 121, dénonçant les exactions de l'armée française et affirmant le droit du peuple algérien à disposer de lui-même.

Puis vint l'heure de la séparation. Jean-François Revel et sa petite famille retournèrent à Paris. En gage d'amitié, Yahne Le Toumelin offrit à Si Tayeb un tableau abstrait. Quelques semaines plus tard, celui-ci lui écrivit pour lui confier, non sans humour, qu'il ne parvenait pas à en saisir le sens malgré tous ses efforts. La réponse de la peintre le laissa songeur : « Si je savais ce que je voulais exprimer dans mon tableau, je ne l'aurais pas peint, je l'aurais écrit. »

Dans cette Algérie en quête de liberté, l'amitié, l'engagement et l'art dessinaient des rêves encore flous mais annonciateurs d'un monde nouveau.

aux initiales (B.H.Dj), (B.H.S), (B.M) et (B.S) et de cinq (5) opérateurs économiques répondant aux initiales (B.H.A), (B.R), (B.FB), (S.M), (M.M), tandis que deux (2) autres individus répondant aux initiales (S.S) et (M.D.H) demeurèrent en fuite.

Le juge d'instruction près du Pôle pénal national économique et financier a ordonné, mardi, le placement en détention provisoire de neuf (9) accusés pour blanchiment d'argent en bande criminelle organisée, tandis que deux (2) autres demeurent en fuite. Les mis en cause sont poursuivis dans le cadre d'une information judiciaire pour blanchiment d'argent en bande criminelle organisée utilisant les facilitations conférées par une activité professionnelle, acceptation d'un indu avantage, abus de fonction et octroi d'un indu avantage à un agent public » selon la même source.

■ 4e Foire commerciale intra-africaine : communication et interaction africaine



Par Mohamed Meziane,
Ministre de
la Communication

Son rôle lors de cette occasion est de faciliter la promotion des activités, de créer des opportunités d'affaires, d'accroître la visibilité des marques et de favoriser le réseautage, en engageant les participants via des stratégies modernes et nouvelles, tout en permettant également de diffuser des informations, de sensibiliser à des programmes et de gérer la perception des produits et services, et tout en tenant compte par ailleurs des spécificités culturelles.

La promotion d'activités économiques en Afrique repose largement sur la communication institutionnelle. Que ce soit pour des événements politiques, économiques, ou professionnels, ces opportunités permettent d'engager les participants, d'accroître la visibilité d'une organisation, ses symboles, son image et favoriser ainsi son interaction.

Lors de cet événement africain d'Alger, Les professionnels du secteur feront preuve de créativité et de flexibilité pour s'adapter aux spécificités locales, en prenant en compte les habitudes africaines, notamment en matière de consommation médiatique, les traditions et les attentes des participants, l'accroissement de leur notoriété, la promotion de leurs produits et services, le renforce-

En accueillant la 4e Foire commerciale intra-africaine (IATF 2025) du 4 au 10 septembre prochain, l'Algérie confirme ainsi son engagement historique dans l'édification de l'intégration africaine, dans un contexte marqué par de multiples défis.

ment de leur attrait et leur crédibilité auprès des visiteurs et des partenaires potentiels, la création des opportunités et l'établissement des collaborations.

Il est crucial d'adapter le message aux divers contextes culturels africains pour une compréhension mutuelle, en pratique un discours qui valorise l'écoute active.

Avant cet événement panafricain, prévu à Alger du 4 au 10 septembre 2025, il est essentiel de mettre en exergue la valeur ajoutée de la journée d'information qu'organise le Ministère de la Communication, le dimanche 31 Août 2025, au Centre International des Conférences, Abdelatif Rahal, sur les préparatifs en cours pour l'organisation de cet événement économique d'envergure et sur ses enjeux, qui devrait générer d'importants acquis en ce sens.

Cet événement apportera aux professionnels de la presse des informations significatives, tant en investissements qu'en diversification industrielle, d'échanges et d'intégration intra-africaine, d'où l'intérêt d'élaborer une stratégie de communication adaptée, en identifiant les médias pertinents et en établissant des partenariats solides.

Les professionnels du secteur doivent L'entretenir des relations étroites avec les journalistes et les rédactions, en leur

fournissant des informations pertinentes, des communiqués de presse attrayants et en organisant des rencontres d'ambiance. Cette coopération contribuera sans nul doute à faire de l'événement d'Alger festival un événement incontournable sur la scène économique africaine.

Les plateformes de communication offrent par ailleurs un moyen efficace de toucher un large public, de générer de l'engagement et de créer une communauté autour de l'événement pour lequel la communication institutionnelle accorde une place de choix. Les campagnes publicitaires ciblées peuvent également contribuer à accroître significativement la visibilité de l'événement et à attirer de nouveaux participants.

Les rétroactions des participants sont une mine d'informations précieuses pour les professionnels de la communication institutionnelle en Afrique. Elles permettent d'évaluer la satisfaction des participants, d'identifier les attitudes vis-à-vis de l'événement, et d'apporter des améliorations en ce sens, en soulignant les valeurs partagées et l'importance de l'ethos traditionnel, la communication favorise l'unité entre les différentes communautés africaines, et en mettant en avant des vertus comme le respect du prochain et l'éthique, qui sont des priorités dans la tradition africaine.

Fidèle à ses valeurs panafricaines, l'Algérie, par l'entremise de sa communication institutionnelle, continue de consolider sa place en tant qu'acteur majeur dans le processus d'intégration continentale, à travers plusieurs initiatives, reflétant ainsi la vision adoptée sous la conduite du président de la République, Abdelmadjid Tebboune, qui s'inscrit d'ailleurs en faveur de l'interaction africaine.

Ces initiatives illustrent une démarche constante de l'Algérie, celle de faire de l'interaction africaine un pilier stratégique et une responsabilité historique.

Il s'agit d'une opportunité, non seulement pour redynamiser les échanges commerciaux entre les pays du continent africain, mais aussi pour jeter de nouveaux ponts vers d'autres marchés proches.

L'ambition affichée par l'Algérie est de marquer cette 4e édition, qui sera bien plus qu'un événement économique : Alger cristallisera une volonté partagée de consolider davantage la coopération économique, portée par une volonté politique réaffirmée par M. le Président de la République.

Comme je l'ai souligné récemment sur ces mêmes colonnes, Alger renouera, donc, en l'espace d'une semaine, avec son destin de grande cité africaine, avec une forte charge historique, rappelant un passé récent, fait d'espérance africaine.

■ Du rêve à la désillusion : les idéologies arabes sont-elles arrivées à leur fin ?

La fin des idéologies arabes : une page tournée ou un cycle en attente de renouveau ?

Par Khaled Chebli *

Depuis plus d'un demi-siècle, les idéologies ont constitué la boussole de la pensée et de l'action politique dans le monde arabe. Trois grands courants, successivement, ont porté les espoirs des peuples : le nationalisme arabe, la gauche progressiste, puis l'islam politique. Chacun s'est imposé dans son temps comme une promesse d'unité, de libération et de justice sociale. Mais, l'un après l'autre, ces projets ont échoué, laissant derrière eux un paysage fragmenté, des sociétés désenchantées et un horizon politique en quête de repères. La question se pose alors avec acuité : assistons-nous réellement à la mort des idéologies arabes, ou à une phase de recomposition silencieuse en attente d'un nouveau souffle ?

LE RÊVE BRISÉ DU NATIONALISME ARABE

Dans les années 1950 et 1960, le nationalisme arabe, incarné par la figure de Gamal Abdel Nasser, s'est imposé comme l'idéologie dominante. Il promettait la libération de la Palestine, l'unité arabe et le dépassement des héritages coloniaux. Le projet s'est matérialisé dans des expériences concrètes, comme l'éphémère République arabe unie (Égypte-Syrie). Mais la défaite de

1967 face à Israël a révélé les failles d'un système autoritaire et centralisateur, d'urgence préoccupé par la consolidation du pouvoir que par la concrétisation des aspirations populaires. L'échec de l'unité, combiné à la montée des régimes militaires, a signé la fin du rêve panarabe.

LA GAUCHE ARABE : ENTRE AMBITION SOCIALE ET MARGINALISATION

Dans le sillage des mouvements de libération, la gauche marxiste et socialiste a tenté d'offrir une alternative. Elle a porté des combats pour la justice sociale, la redistribution et la libération des classes populaires. Mais elle a souffert de plusieurs contradictions. D'une part, ses élites intellectuelles sont restées souvent éloignées des masses. D'autre part, la gauche arabe s'est retrouvée coincée entre deux forces : des régimes autoritaires qui se réclamaient déjà du socialisme, et des sociétés de plus en plus travaillées par la montée de la religiosité. L'effondrement de l'Union soviétique dans les années 1990 a fini d'achever l'influence de ces courants, déjà fragilisés par la répression et l'exil de leurs militants.

L'ISLAM POLITIQUE : DE L'ESPÉRANCE À LA DÉSILLUSION

À partir des années 1980 et surtout après la révolution iranienne de 1979, l'islam politique s'est imposé comme la nouvel-

le force idéologique. Il prétendait réconcilier authenticité culturelle et modernité politique, en promettant un modèle alternatif face à l'échec du nationalisme et de la gauche. Dans plusieurs pays, des mouvements islamistes sont parvenus à occuper le devant de la scène, que ce soit par l'action sociale, la prédication ou l'engagement électoral.

Mais là encore, la réalité a vite rattrapé les promesses. Là où les islamistes ont accédé au pouvoir – comme en Égypte après 2011 ou en Tunisie –, ils se sont heurtés aux réalités de la gouvernance, aux contraintes économiques et aux résistances institutionnelles. Rapidement, leur discours s'est révélé incapable de répondre aux attentes de sociétés jeunes, connectées et en quête de libertés concrètes plus que de slogans identitaires. Les divisions internes, les dérives autoritaires et l'incapacité à articuler un projet économique viable ont fini par éroder leur crédibilité.

LE VIDE IDÉOLOGIQUE ET LA MONTÉE DU PRAGMATISME

Aujourd'hui, force est de constater que l'espace idéologique arabe est marqué par un vide. Ni le nationalisme, ni la gauche, ni l'islam politique ne parviennent à séduire les nouvelles générations. Les révoltes de 2011 ont montré une volonté populaire de rompre avec les vieilles idéologies au profit d'aspirations plus concrètes : dignité, liberté, justice sociale et bonne gouvernance. Mais faute de cadres idéologiques soli-

des, ces mouvements ont rapidement été récupérés ou réprimés.

Le résultat est une montée du pragmatisme politique : les régimes privilégient désormais la stabilité sécuritaire et économique à tout prix, souvent au détriment des libertés. Les populations, elles, oscillent entre désenchantement, émigration et recherche de solutions individuelles, loin des grands récits collectifs.

VERS UN NOUVEL HORIZON ?

Peut-on pour autant parler de la mort définitive des idéologies arabes ? L'histoire montre que les idéologies ne disparaissent jamais totalement, elles se transforment. De nouvelles formes de mobilisation apparaissent déjà : écologie, droits numériques, féminisme, revendications citoyennes locales. Ce sont peut-être les germes d'un nouveau paradigme, encore diffus et inorganisé, mais porteur d'une redéfinition du politique.

Ainsi, la fin des idéologies classiques ne signifie pas la fin du politique dans le monde arabe. Elle marque plutôt la clôture d'un cycle et l'ouverture d'une période d'incertitude où de nouvelles idées sont appelées à émerger. La jeunesse arabe, majoritaire, instruite et connectée, demeure la clé de ce renouveau. Reste à savoir si ses aspirations trouveront le chemin d'une traduction idéologique et institutionnelle, ou si elles resteront prisonnières du cercle de la désillusion.

*Chercheur en droit public

Transport et dignité

Redonner à chaque voyageur le droit de se déplacer dans des conditions humaines

Par Salah Lakoues

Aller au travail ou rentrer chez soi ne devrait jamais être une épreuve d'endurance. Le transport public, pilier de la vie quotidienne, doit garantir à chaque citoyen la dignité : des autocars modernes, climatisés, avec des rotations régulières et logiques. En repensant son système de mobilité, l'Algérie ne se contente pas d'améliorer les conditions de transport, elle affirme un choix de société où le respect du citoyen passe aussi par le confort et la fiabilité de ses déplacements.

RELANCER LA FABRICATION D'AUTOCARS EN ALGÉRIE: ENTRE HÉRITAGE INDUSTRIEL ET VISION D'AVENIR

L'Algérie a longtemps caressé l'ambition de bâtir une industrie nationale dans le domaine des transports collectifs. Dès les années soixante-dix, à travers la SNVI (Société Natio-

nale des Véhicules Industriels), le pays s'était doté d'une capacité réelle de fabrication d'autocars et de camions, symbole d'un projet industriel souverain.

Mais faute de vision stratégique durable et d'adaptation aux normes internationales, cette filière a connu un déclin progressif. Aujourd'hui, dans un contexte marqué par une crise aiguë du transport des voyageurs, l'Algérie dispose d'une occasion unique de renouer avec cette ambition et de la transformer en levier économique structurant.

Le président Abdelmadjid Tebboune, conscient de cette urgence, a décidé l'importation de 10 000 autocars neufs pour répondre immédiatement à la demande croissante en matière de mobilité. Cette mesure d'urgence, dictée par l'état du parc national, n'est toutefois qu'une première étape. Le véritable défi consiste à aller au-delà de l'importation pour reconstruire une industrie nationale solide et tournée vers l'avenir.

Le constat est clair : l'Algérie dispose aujourd'hui d'un parc de près de 80 000 autocars en circulation, souvent vieillissants, énergivores et inadaptés aux besoins modernes. Le remplacement progressif de ces véhicules re-

présente non seulement une opportunité économique de grande ampleur, mais aussi une garantie de marché à long terme pour une future industrie nationale de fabrication d'autocars. Mieux encore, une fois cette étape de renouvellement atteinte, le pays pourra se tourner vers l'exportation régionale, notamment vers l'Afrique, où la demande en solutions de transport collectif est en forte croissance.

Selon les standards internationaux, une usine capable de produire 3 000 autocars par an est rentable et compétitive. L'Algérie, avec sa population, son étendue géographique et sa position stratégique, dispose de tous les atouts pour accueillir une telle capacité industrielle. Un partenariat public-privé avec des investisseurs étrangers spécialisés apparaît comme la solution idoine pour garantir la qualité, le transfert de technologie et l'intégration progressive de la production locale.

De plus, l'Algérie dispose déjà d'un patrimoine industriel et d'infrastructures inexploitées qui pourraient accélérer ce processus. Des sites appartenant à des entreprises publiques, tels que les installations de SN Métal à Hassi Ameur, Oran, aujourd'hui en état d'abandon, pourraient être réhabilités et mis à la disposi-

tion des investisseurs. Cette réutilisation permettrait de gagner un temps précieux en évitant les longues phases de construction, tout en redonnant vie à des friches industrielles héritées du passé.

La relance de la fabrication d'autocars ne doit pas être perçue uniquement comme une réponse technique à une crise de transport. Elle s'inscrit dans une vision plus large de souveraineté économique, de création d'emplois qualifiés et de valorisation du savoir-faire national. Elle constitue également un axe stratégique dans le développement durable, en permettant l'introduction progressive d'autocars électriques ou hybrides, adaptés aux défis du réchauffement climatique et aux impératifs de la transition énergétique. Ainsi, l'Algérie se trouve face à une opportunité historique : transformer une contrainte conjoncturelle en projet structurant.

Relancer une industrie nationale de fabrication d'autocars, c'est renouer avec l'esprit pionnier des années soixante-dix, mais avec une approche moderne, intégrée et tournée vers l'exportation. C'est aussi donner corps à l'ambition présidentielle de bâtir une économie diversifiée, moins dépendante des hydrocarbures, et capable de rayonner sur le continent africain.

De l'industrie industrialisante au Conseil d'experts en industrie automobile

Qu'est-ce qui a vraiment changé ?

Par Chaalal Mourad

Il est quand même curieux que depuis le troisième mandat de Bouteflika, le débat sur l'industrie automobile s'est imposé en force sur tous les autres débats concernant le développement du tissu industriel national en sa globalité. Après les échecs à répétition, la création d'un conseil d'expertise nationale consultatif dans l'industrie automobile et la fabrication des pièces détachées serait-il en mesure de remettre cette filière sur de bons rails ?

Mais qui a convaincu nos décideurs de placer l'industrie automobile au cœur du schéma industriel national ? Certains avancent des raisons politiques. D'autres, la pertinence économique de cette filière qui pourtant, peine à préserver sa part de marché dans ses propres pays, à cause de la transition vers l'électrique, la concurrence accrue, les fluctuations économiques, ainsi que les contraintes normatives.

Depuis son indépendance, notre pays avait expérimenté divers plans d'industrialisation, articulés autour du secteur publique. « L'industrie industrialisante » de Boumédiène qui axait sur les filières lourdes et de base en a été le plus significatif. En matière d'industrie, Boumédiène voyait grand et misait gros. Pétrochimie, construction mécanique, sidérurgie, textile, etc. Malheureusement et en l'absence de vision claire, de réalisme et de bonnes approches managériales, l'échec était inévitable. Voyant d'un très mauvais œil cet élan d'industrialisation du pays, l'ancien colonisateur n'aurait pas apprécié voir cet État Algérien récemment né, vouloir courir avant d'apprendre à marcher. Il aurait fait bouger ses leviers en intra-muros pour le capoter, disent certains.

Contribuant à hauteur de 4,1% seulement au PIB national, tous les gouvernements qui se sont succédé depuis 1989, ont voulu faire du redressement industriel une priorité absolue. Cependant les formes bâclées, le clientélisme et les scandales à répétition, n'ont fait que compliquer la situation. Le secteur industriel publique a été rendu anémique par l'impossibilité, durant plus d'une quinzaine d'années, d'investir dans la modernisation de ses outils de production, tandis que le privé lui s'était vu cantonné, à coups de bureaucratie dans des activités relevant plus du bazar et tourné vers l'importation que vers l'économie productive. En dépit de la volonté louable de vouloir ressusciter notre secteur industriel, certaines réalités, viennent nous rappeler ; à bien des égards, que l'Algérie s'est malheureusement forgé un contexte incompatible d'avec un « climat des affaires » sain.

L'autre station déterminante dans cette histoire d'industrialisation, fut l'ère Ouyahia qui donna le coup de grâce à ce projet, en démantelant ce qui

restait comme vestiges industriels de l'ère Boumédiène. Son cheval de Troie : préparer le terrain à la privatisation à tour de bras d'un bon nombre d'industries publiques. Ainsi plus de 1500 entreprises industrielles publiques avaient été privatisées, dont 800 vendus au dinar symbolique.

À cet effort de désindustrialisation, venait s'ajouter l'ingérence suspecte d'un administratif trop protectionniste envers les uns et trop restrictif envers les autres. Cela a été l'un des freins devant toute forme sérieuse d'industrialisation publique ou privée du pays. Un projet industriel à Tiaret, Saida ou Mascara, ne devait pas voir le jour si le même avait été projeté ou déjà opérationnel ailleurs, où des usines publiques en difficulté, étaient boostées, contrairement à ceux des régions tombées en disgrâce aux yeux des décideurs.

Dans cette Algérie polarisée jusqu'aux os, chacun tirait la couverture de son côté. Contrairement aux autres, ces polarisés avaient accès directe à une information de première main et avaient leurs mots à dire chez des décideurs aussi polarisés qu'eux. Toute tentative d'industrialisation sérieuse de tout le pays n'était donc plus possible. En l'absence d'une cartographie industrielle nationale équilibrée et de vrais opérateurs industriels de tout le pays, ces gens ont pu dicter leur marche à suivre, fixer les priorités et dessiner le schéma industriel qu'ils voulaient pour le pays, secteur par secteur, filière par filière. Le dessin d'une cartographie industrielle déséquilibrée, avait commencé dès 1989 déjà. Habiller Paule et déshabiller Pierre étaient le modus operandi. L'industrie lourde doit être ici, la légère là-bas et les services ailleurs, c'est-à-dire, tout à fait l'opposé de ce que voulait Boumédiène. Dans certaines régions, les équipements des usines publiques fermées, ont atterri dans les régions où la dynamique industrielle était sans cesse boostée. Des usines privées flambant neuf, entravées elles aussi pour un bout de papier.

Ainsi, en 2022, on apprend que 877 usines nouvelles, réparties sur 40 wilayas et prêtes à entrer en service, étaient en attente de délivrance d'autorisations d'exploitation. Problème soulevé par le président de la République Abdelmadjid Tebboune lui-même.

L'industrie nationale n'était alors portée que par certains opérateurs plutôt que par l'ensemble des compétences nationales. Des patrons d'industries, jadis anonymes, du coup ont surgi dans ce paysage industriel fourbe où l'on protège les amis de toute forme de concurrence interne ou externe. Pour remédier à cette problématique que posait l'équilibre régional, les mêmes opérateurs étaient invités à investir en dehors de leurs zones géographiques traditionnelles mais, sans valeur ajoutée réelle pour les wilayas d'accueil, qui pourtant, leur ont tout facilité et leur ont tout offert : foncier, main d'œuvre bon marché et énergie, etc.

Revenons donc à cette fièvre de l'industrie automobile qui s'en est emparée de nos dirigeants. Un secteur secoué par moult scandales, est devenu source de préoccupation en raison de ses échecs à répétitions. N'arrivant plus à installer une industrie automobile sérieuse et viable, on se sentait obligé de faire quelque chose. Cependant et en l'absence de vision claire et révision des stratégies, cela sonnait faux. L'Algérie a voulu développé sa propre filière automobile en faisant appel aux mêmes partenaires étrangers Renault et Fiat, installés au Maroc depuis les années 50 déjà. L'Algérie n'arrivait donc ni à construire sérieusement des bagnoles ni les importer d'une manière rationnelle.

Abus, malversations, corruption et incompétences, ont été derrière la faillite des usines automobiles « made in Algérie » qui a entraîné ses patrons dans les tribunaux. À ce jour, ce fiasco ne cesse d'alimenter une grande controverse nationale. Des concessionnaires sans aucune expérience du monde industriel, devenus très riches par l'importation de véhicules dans un marché spéculatif qui les protégeait de toute forme de concurrence, du jour au lendemain, sont devenus des patrons d'industrie. L'importation de véhicules leur faisait gagner un argent fou et ils n'étaient pas disposés à lâcher. La Chine était là pour fournir des usines bon marché, à configuration minimale et clé en main.

Exception faite pour les plus sérieux des opérateurs privés, qui dès le début, ont épousé une vision sérieuse et pérenne. Se pliant donc aux exigences des énièmes cahiers des charges à monter localement via leurs partenariats étrangers des ateliers de « montage automobiles » ont vu le jour, mais plus en configuration « garage spécialisé » que de vraies usines de montage, aux standards internationaux. Dès lors, des partenariats privés, ont vu le jour en 2016 et 2017 avec le sud-coréen Hyundai et l'allemand Volkswagen, installés à Tiaret et à Relizane. Après Renault en 2014, en partenariat public avec la SNVI et le FNI (Fonds national d'investissement). Au lieu de focaliser sur des filières nationales d'équipementiers et de fabricants de pièces de rechange, en invitant les grandes équipementiers et fabricants de pièces de rechange du monde, à venir investir chez nous, comme ils le font en Asie pour produire en OEM (Original Equipment Manufacturer), c'est-à-dire des pièces d'origine et dont la production alimentera aussi bien la chaîne d'approvisionnement nationale qu'internationale, nos décideurs ont invité des marques d'automobiles qui eux-mêmes dépendent à hauteur de 60 à 80% d'éléments intégrés provenant de divers régions du monde. Au demeurant, ces intrants coûtent des millions de dollars en importation annuelle à notre trésorerie publique.

Contrairement à la filière automobile qui souffre sous les contraintes normatives, de concurrence et qui vit un contexte difficile, la filière équipementier et celle de la pièce de rechange, affichent

quant à elles chaque année des résultats économiques stables.

Il faut savoir qu'un véhicule moderne intègre quelques 30.000 éléments, tous fournis en chaîne d'approvisionnement mondialisée. Compter sur des sous-traitants locaux pour assurer 40% d'intégration est surréaliste. En plus, et bien quelles ne soient destinées que pour le marché local, les pièces fabriquées localement, se heurtent aux problèmes d'homologation. Sachant que les pièces d'origine constructeur peuvent parfois être re-usinées par des sous-traitants locaux sous un cahier des charges moins contraignant. Cependant il est fondamental pour les marques automobiles de s'assurer que leurs véhicules n'intègrent que des pièces d'origine pour assurer un niveau de qualité et de sécurité fiable et constant. Nonobstant le lancement le 22 février 2025 du réseau national des producteurs locaux de pièces détachées pour véhicules automobiles demeure une bonne décision. Idem pour ce nouveau conseil d'experts lancé par le ministère de l'industrie dont les contours doivent à mon sens être peaufinés. En effet, cette nouvelle structure à caractère consultatif se présente comme un fourre-tout qui rassemble l'ensemble des intervenants du domaine automobile : experts et opérateurs industriels en intra et en extra muros. Avec le risque de conflit d'intérêts, puisque chacun voudra imposer ses choix restreints.

Théoriquement, le but de ce conseil est « l'élaboration de recommandations stratégiques définissant les bases techniques et réglementaires nécessaires au développement d'une industrie nationale concurrentielle et au renforcement de l'intégration industrielle ». Bien que l'Algérie soit dotée depuis 2005 d'un organisme de normalisation technique dans le domaine mécanique que préconisait déjà le décret exécutif n° 05-464 du 06 /12/2005, sous l'égide de l'Institut Algérien de normalisation IANOR, ce conseil d'experts résonne plus comme un organisme consultatif et de proposition qu'autres choses.

Pour rappel, soixante-douze comités techniques nationaux mis en place à partir de l'année 1989 ont doté les opérateurs économiques des premières normes algériennes. Finalement, ce conseil d'experts devra s'inscrire dans une perspective de développement national de cette filière et sortir des schémas traditionnels. Il faut donc rendre à l'industrie nationale toutes ses lettres de noblesse moyennant une vision réaliste, claire et viable. Encourager les micros entreprises et les industries intelligentes et savoir choisir ses partenaires et ses consultants en intra comme en extramuros et surtout, dresser une cartographie industrielle exhaustive du paysage industriel du pays pour savoir qui fait quoi et où ? Avec des actualisations semestrielles et bien sûr, assainir le foncier industriel, devenu plus une zone de stockage que de production pour certains opérateurs parasitaires.

Insécurité dans les cités

Société civile à l'épreuve et police communale en perspective !



Par Cherif Ali*

Des groupes de jeunes délinquants s'organisent en gangs territorialisés, revendiquant des espaces extérieurs comme leur propriété privée. Des conflits surgissent à propos de l'utilisation de ces lieux publics, générant un sentiment d'insécurité, suivi d'agressions sur les personnes et de dégradations sur leurs biens. Ce climat contribue à dépeindre des quartiers entiers comme des zones de «non-droit».

S'AGIT-IL D'UN ÉPIPHÉNOMÈNE OU D'UN SÉRIEUX PROBLÈME SOCIÉTAL ?

Cette violence d'un nouveau genre touche notamment les nouvelles cités, où des bandes, souvent composées de dealers et de trafiquants de drogues, imposent leur diktat.

Les cris de détresse des familles, les appels réitérés des citoyens et leurs multiples sollicitations appellent à une riposte ferme et surtout à une thérapie de choc, capable de s'attaquer aux racines de cette criminalité qui menace ouvertement la cohésion de la société.

Aujourd'hui plus que jamais, les incivilités, déviances et violences urbaines contre les personnes et les biens sont au cœur de l'actualité de notre pays.

Un phénomène qui s'accroît avec l'urbanisation accélérée et le relogement d'habitants venus d'horizons divers, dont l'incompatibilité à vivre ensemble apparaît au grand jour. Ces incidents se multiplient, au grand dam des habitants des cités populaires qui n'en peuvent plus. Les grands ensembles d'habitat ont été livrés à des populations contraintes d'apprendre le «vivre-ensemble», ce qui ne va pas sans frictions.

Dès lors, une question essentielle s'impose : que faire pour éradiquer ou, à défaut, contenir ces explosions sporadiques de violence ? Quels leviers d'action envisager ?

1. METTRE À CONTRIBUTION LA SOCIÉTÉ CIVILE

Si les forces de sécurité assurent la répression nécessaire, la solu-

tion durable réside dans la prévention et la reconstruction du lien social. Ici, la société civile apparaît comme un acteur incontournable.

- Les associations de quartier peuvent jouer un rôle d'alerte et de médiation. En étant au plus près des réalités locales, elles identifient les familles en difficulté, les jeunes à risque, et peuvent contribuer à prévenir les tensions.

- Les structures éducatives et les comités de parents ont un rôle essentiel. L'école doit redevenir un espace de citoyenneté. Avec l'appui des associations, des programmes de soutien scolaire, d'activités sportives et culturelles, ou encore de sensibilisation au respect des espaces communs, peuvent détourner les jeunes de la rue et de la délinquance.

- Les acteurs religieux et culturels - mosquées, maisons de culture, clubs sportifs - peuvent véhiculer des valeurs de respect, de solidarité et de vivre-ensemble. Ils sont un antidote à l'oisiveté, terreau des dérives.

- Les citoyens eux-mêmes doivent être associés. La mise en place de cellules de vigilance citoyenne, en coordination avec les communes et les forces de l'ordre, pourrait renforcer la confiance et la sécurité dans les cités.

- Enfin, la coopération avec les autorités locales est déterminante. Des forums de concertation réguliers entre habitants, élus et services de sécurité, ou encore des partenariats public-privé-associatif (ex. sponsoring d'activités de jeunes par des entreprises locales), constitueraient des instruments de régulation sociale efficaces.

En somme, la société civile ne doit pas être un simple spectateur, mais un partenaire stratégique dans la coproduction de la sécurité et la restauration du vivre-ensemble.

2. LA POLICE COMMUNALE : UN DÉBAT À ROUVRIRE

En parallèle, la réflexion sur la création d'une police communale mérite d'être relancée.

Le code communal, dans son article 93, prévoit théoriquement un tel corps. Pourtant, il n'existe pas,

laissant les maires démunis face aux appels pressants de leurs administrés.

Certains responsables, à l'instar de Daho Ould Kablia, avaient proposé de donner corps à ce projet, en s'appuyant notamment sur les anciens gardes communaux.

Une telle structure, loin de concurrencer la police nationale et la gendarmerie, pourrait assumer des missions de proximité :

- rassurer la population,
- gérer les conflits de voisinage par le dialogue,
- servir de relais entre les habitants, le maire et les forces de l'ordre,
- contribuer à la prévention, au social et à la tranquillité publique.

Néanmoins, plusieurs défis demeurent :

- Quelle tutelle ? Celle du maire, au risque de dérives, ou du ministère de l'Intérieur ?
 - Faut-il armer ce corps, et si oui, dans quelles limites ?
 - Quels moyens financiers et humains lui allouer, alors que le pays traverse une conjoncture économique difficile ?
- Le débat reste donc ouvert, mais il ne peut être éludé, car il n'est pas question d'abandonner nos cités aux gangs et aux trafiquants !

Conclusion

La montée des violences urbaines interpelle la société algérienne dans son ensemble.

Elle exige une approche globale : répressive, certes, mais surtout préventive et sociale.

La société civile doit être érigée en premier rempart, en acteur de prévention, de médiation et de cohésion.

La question de la police communale, quant à elle, mérite d'être revisitée avec sérieux, pour renforcer la proximité sécuritaire sans empiéter sur le rôle des forces classiques.

Laisser prospérer des zones de non-droit reviendrait à fragiliser l'autorité de l'État et la cohésion nationale. C'est pourquoi la balle est désormais dans le camp des décideurs, notamment ceux de la Commission nationale de révision des codes communal et de wilaya, pour trancher ce débat et donner aux citoyens les outils nécessaires à une sécurité partagée.

**Ancien Cadre supérieur de l'Etat*

Femme, mérite et développement

Entre avancées légales et débats instrumentalisés

Par Salah Lakoues

L'Algérie a franchi une nouvelle étape importante dans l'affirmation des droits et du rôle des femmes dans la société. La récente décision de lever une réserve sur un article précis de la Convention CEDAW, qui concerne la liberté pour hommes et femmes de choisir leur lieu de résidence, est en réalité un simple ajustement technique, parfaitement cohérent avec nos réformes nationales déjà engagées.

Pourtant, cette évolution juridique responsable est aujourd'hui l'objet d'une polémique virulente, lancée et amplifiée par des courants conservateurs et rétrogrades. Ces derniers exploitent un malentendu délibérément grossi pour créer un climat de controverse artificielle, dans l'espoir d'occuper la scène politique et de remettre en cause les progrès concrets qui ont été réalisés.

UN MALENTENDU DÉFORMÉ EN PRÉTEXTE POLITIQUE

Il faut rappeler clairement les faits : la réserve levée ne concerne pas les domaines sensibles du statut personnel ou de l'héritage, qui restent protégés par notre Constitution et nos lois inspirées de l'Islam. Elle porte uniquement sur un alinéa déconnecté depuis longtemps de notre texte légal, car sa base juridique a été abrogée en 2005. Ainsi, la levée de cette réserve est un acte technique visant à harmoniser le droit algérien avec ses engagements internationaux, sans altérer notre identité juridique ni nos valeurs culturelles.

Par ailleurs, ces forces conservatrices savent parfaitement que la grande majorité des femmes algériennes, qui sont plusieurs millions, subviennent aux besoins de leurs familles, travaillent, s'organisent et accomplissent leurs responsabilités sans qu'aucune restriction problématique liée à la résidence ou à la circulation ne vienne entraver leur quotidien. Le débat mis en scène sur ce point est donc un faux-semblant, un prétexte fabriqué de toutes pièces pour détourner l'attention. Pourtant, certaines voix cherchent à en faire une remise en cause des fondements de notre société. Ce brouillage intentionnel vise à alimenter les peurs, à rallumer d'anciens débats stériles, et surtout à détourner l'attention des véritables enjeux : la pleine reconnaissance et l'intégration effective des femmes dans tous les compartiments de la vie économique, sociale et politique.

L'EXCELLENCE FÉMININE, UN MOTEUR DE DÉVELOPPEMENT IGNORÉ

Car au-delà de ces polémiques, la réalité est claire et saisissante : les jeunes filles algériennes brillent par leur mérite scolaire, qu'illustrent des exemples remarquables comme celui de Rawnak Zani ou Malak Yahyaoui, premières lauréates des concours nationaux et symboles d'une génération ambitieuse et engagée. Cette réussite n'est pas seulement individuelle : elle est l'expression vivante du rôle crucial que joue la femme dans le développement de notre pays.

De l'éducation à l'université jusqu'aux portes du monde professionnel, les femmes représentent plus de la moitié des étudiantes et font preuve d'une résilience et d'une énergie exceptionnelles. Pourtant, elles butent encore trop souvent sur des plafonds invisibles, dans l'accès aux postes à responsabilité, ou face à des contraintes sociales qui freinent leur plein épanouissement.

DÉPASSER LE DÉBAT STÉRILE POUR ADOPTER DES MESURES STRUCTURELLES

Face à ces enjeux, il est urgent que notre société et nos institutions cessent le jeu de la diversion et passent à l'action concrète. L'État doit mettre en œuvre une politique claire : observer et soutenir les parcours d'exception féminins, encourager la présence des femmes dans les sphères de décision par des quotas temporaires, développer des programmes de mentorat, et adapter le cadre professionnel aux réalités des femmes d'aujourd'hui, notamment en matière de conciliation vie familiale/vie professionnelle. Ces avancées ne sont ni des concessions ni des privilèges, mais des leviers indispensables pour tirer pleinement parti d'une moitié du potentiel national. Renforcer la place des femmes est un choix stratégique pour accélérer la croissance économique, réduire les inégalités et bâtir une société plus juste et plus innovante.

REFUSER LES INSTRUMENTALISATIONS POUR AVANCER ENSEMBLE

La levée partielle de la réserve CEDAW est une étape technique qui vient clarifier notre droit et sécuriser nos engagements internationaux. Elle ne remet pas en cause nos valeurs ni notre identité. À ceux qui veulent voir dans cette évolution un prétexte pour rouvrir des vieux débats politisés, il faut répondre avec fermeté : l'Algérie préfère avancer, encourager ses filles brillantes, et bâtir un avenir où le mérite et l'égalité seront enfin des réalités concrètes, débarrassées des jeux d'ombres idéologiques. La force de notre pays réside dans sa capacité à accueillir toutes ses filles et tous ses fils dans le projet national, à reconnaître leur talent et à leur donner les moyens de participer pleinement au développement économique et social. C'est ainsi que nous assurerons une Algérie plus forte, plus juste et plus prospère.

Bayrou jette l'éponge

Jeux et enjeux d'une crise politique annoncée

Par Abdelhak Benelhadj

La démocratie libérale représentative est handicapée par son incapacité à réguler ses « excès de liberté ». Par exemple, aux Etats-Unis il faut être milliardaire ou soutenu et financé par des milliardaires pour accéder aux réseaux d'information nationaux et espérer, non pas d'être élu mais seulement de participer à une compétition électorale locale ou nationale.

Par exemple dans de nombreux pays démocratiques libéraux, les fonctions politiques sont héréditaires ou, à défaut, le privilège de castes économiques fortunées.¹

Par exemple, personne ne peut nier que la France est aujourd'hui gouvernée par une minorité sortie des urnes, ce qui fait injure à la démocratie et surtout une offense à la République. On peut comprendre que E. Macron n'ait pas pensé au RN à Matignon. Le Président a préféré faire alliance avec les Républicains alors que d'autres options s'offraient à lui, notamment avec des personnalités rose pâle qui n'auraient en rien remis en cause les axes principaux de sa politique ou celle des lobbys puissants qui gouvernent à l'ombre de l'Elysée.

Le Premier ministre est le chef d'un parti (le MO-DEM) qui a obtenu aux dernières élections législatives 4.59% des suffrages (6.2% des sièges, 36/577). De nombreux membres de son gouvernement sont issus d'un parti (LR) qui pèse 48 députés (8.3% des sièges).

Le bricolage institutionnel, orchestré par un président acrobate totalement impopulaire, aboutit à une majorité de circonstances très fragile, écartelée qui ne gouverne que par des alliances improvisées dans les « couloirs » au mépris de l'esprit d'une Constitution dévitalisée et instrumentalisée.

La décision surprise du Premier ministre de poser la question de confiance accélère un processus en œuvre depuis sa nomination dans la mesure où son maintien à son poste résulte d'un jeu politique qui jure avec les institutions de la V^{ème} République et ne découle pas (sans naïveté aucune) d'une adhésion majoritaire et transparente introuvable. Il ne s'agit pas ici seulement de majorité parlementaire. Non seulement huit français sur dix n'ont pas demandé sa nomination à Matignon, mais le nombre s'accroît de ceux qui ne cessent d'exiger son départ.

Pire, derrière le rejet de F. Bayrou, se cache (à peine) celui du Président de la République.

Jamais sa popularité n'a été aussi basse. Il bat record sur record, mais conforté par les prérogatives que lui confère la Constitution, il demeure inamovible, complètement indifférent aux sondages qui révèlent régulièrement le rejet dont il fait l'objet.

BAYROU SUICIDAIRE ? UNE FAUSSE SORTIE ?

Si F. Bayrou avait décidé de se retirer pourquoi n'aurait-il pas choisi tout simplement de démissionner ? Qu'avait-il donc en tête ?

Croire que le Premier ministre et son Président sont décidés à rendre les armes et à placer leurs têtes sur le billot serait mal les connaître et ignorer à quelle faune de carnassiers ils appartiennent.²

Les hommes politiques, surtout quand il s'agit de personnalités carriéristes et rouées, comme l'inoxidable Bayrou, souffrent de nombreuses pathologies, (certains, rarement, mettent fin à leurs jours) mais pas du suicide politique.

Le Premier ministre n'ignorait rien de son impopularité.

F. Bayrou, comme avant lui Le Pen, Mitterrand, Chirac... a griffé, mordu, rampé, avalé des couleurs... mais renoncer au pouvoir, jamais. On se souvient comment il avait forcé la porte de l'Elysée et s'était imposé à E. Macron le 13 décembre dernier.

Quel naïf imaginerait une seconde qu'il serait disposé à quitter Matignon la fleur au fusil et le baluchon sur l'épaule ? Ce vieux roublard, toujours en arrière-plan, jamais sur le devant de la scène, ce faux mou, ignoré, négligé par les médias est un vrai doberman de la politique, un drogué du pouvoir. Il y a planté ses crocs et ne lâchera rien.

Il dramatise et met en scène la fin du monde. De la naphtaline, il sort le vieux truc : « moi ou le chaos ».

« Je me battra comme un chien »

« Nous avons quinze jours pour créer un débat national sur le sujet mettre chacun devant ses responsabilités. (...) Je n'ai pas 'choisi' cette voie du vote de confiance. J'ai seulement conclu qu'il n'y avait pas d'autres. Car je ne voulais pas d'un projet dépecé centimètre carré par centimètre carré. (...) »

F. Bayrou se reconnaît dans le destin de P. Mendes France, éphémère président du Conseil du 18 juin 1954 au 23 février 1955³, et confirme ainsi à ceux qui doutent, que la V^{ème} République est morte de sa belle mort.

Sa posture et ses propos renseignent sur les ambitions d'un homme impatient trop longtemps relégué au second plan, à l'ombre des appareils, au service de la promotion des « jeunes premiers ».

Plaçant sa cause à la hauteur d'un défi Churchillien, conforme en cela à ses racines MRP, il ajoute : « Les Français se sont relevés de deux guerres mondiales, on sortira de cette situation-là » (F. Bayrou, LCI, mardi 25 août 2025)

F. Bayrou voudrait bien sortir de Matignon, mais à condition de rentrer dans l'histoire.

En attendant l'avènement de ce glorieux destin, il faudra bien expliquer sa décision de lundi. Elle s'explique par le passé. Elle s'explique aussi par l'avenir. Il n'y a pas qu'un budget, imposé par Bruxelles et les marchés, à sauver.

L'annonce d'un prochain blocage du pays qui rappelle le mouvement des « Gilets jaunes », imprévisible et incontrôlable, serait de nature à expliquer le choix de l'exécutif.⁴ Le vote prévu le 08 septembre (question de confiance) devait-il servir à désamorcer la grève générale du 10 ?

QUAND ON SE LAISSE ACHETER, IL NE FAUT PAS S'ÉTONNER QU'UN JOUR QUELQU'UN S'AVISE DE VOUS VENDRE. SAUVE QUI PEUT ! LA NUDITÉ DES PASSE-MURAILLES.

Socialistes, Communistes, Ecologistes... et une pellette d'opportunistes se retrouvent sans espace pour « négocier leur utilité » :

- **Place Publique**, dépitée, se lamente : « *Alors que nous avions, comme d'autres, annoncé que nous présenterions des propositions alternatives à la rentrée, le Premier ministre fait le choix du passage en force* ». R. Glucksmann caquille une explication incompréhensible : « *avec gravité et lucidité sur les conséquences de cette nouvelle crise politique* », il « ne peut que refuser sa confiance a priori à un gouvernement qui s'exonère du dialogue républicain et sincère qui seul permet de construire un chemin ». Ses deux députés ne faisaient pas le poids et ne seront peut-être plus en état de faire quoi que ce soit après la prochaine « dissolution ». Place Publique a été privé de partager « *la responsabilité aurait été d'organiser un dialogue serein et transparent* », et d'accepter « *le compromis dans un contexte d'absence de majorité* ». Le « compromis » et la « collaboration » ne sont plus d'actualité.

- Autres victimes, les **Socialistes** qui s'accrochent aux branches et tentent (en vain) de radicaliser leur discours pour se rapprocher des infrequentables et pourtant si les nécessaires LFI. Les socialistes ont été au seuil de la disparition, par le quinquennat ruineux de F. Hollande qui a dilapidé tout le capital politique accumulé par F. Mitterrand depuis le coup réussi du « Programme Commun de la Gauche » (1972) qui a fait la ruine du PC. Certes, la chute ne s'est pas faite en un jour. Personne n'oubliera les pages glorieuses écrites par un Lionel Jospin (1997-2002), une sorte de Hollande.0 prémonitoire. L'alliance avec LFI a permis de redorer leur blason et leur a donné l'illusion d'un retour aux manettes. Ce serait confondre ruse et intelligence. Ils ont sauvé F. Bayrou de la chute en sauvant son budget et son poste le 05 février. Ils croyaient depuis avoir une créance à faire valoir et une petite porte d'entrée dans le Saint des saints.

Au cours de l'été, pendant que les Français étaient à la plage, des missi dominici négociaient laborieusement les chutes de tables pour contourner les obstacles parlementaires érigés par les uns et les autres.

B. Vallaud (président du groupe socialiste à l'Assemblée) et O. Faure (secrétaire général du PS) nient aujourd'hui avoir eu le moindre contact avec les messagers du pouvoir pour déridier leur abstention de février. Seul Hollande (né un 12 août) reconnaît avoir reçu un... « Joyeux anniversaire » de la part de Amélie Montchalin (ministre chargée des Comptes publics).

Hélas ! La trahison est le mode normal des mœurs en vigueur dans le dédale labyrinthique du pouvoir. Dans les relations verticales, c'est toujours celui qui est « en haut » qui décide du sort de celui qui est « en bas ». Il n'y a jamais de contrat d'honneur dans un monde qui en ignore le mot et le sens. Le 25 août, les socialistes (entre autres) ont été pris à contre-pied par une décision qui devait rester secrète. Même le Palais Brogniart et ses agitateurs ont été pris de court.

Les Communistes sont, comme d'habitude, les orphelins politiques et électoraux d'une classe ouvrière qui a disparu avec des ouvriers qui leur préfèrent désormais le Rassemblement National. Eux aussi sont sur le marché électoral en attente d'une alliance que leur Secrétaire Général a tout fait pour torpiller.

- Restent les électrons libres : les Ruffin et sa « Picardie debout », les Corbière, C. Autin... dans le coup d' « Après » (Alliance pour une République Ecologique et Sociale) ...

Une dissolution éventuelle de l'Assemblée s'ajoute à la proximité des élections municipales qui vont restreindre l'espace de manœuvres des identités politiques incertaines et interdire par ailleurs toute possibilité de combinaison entre partis pour en sauver certains.

DEUX PARTIS VONT ÉMERGER DANS DES LOGIQUES DIAMÉTRALEMENT OPPOSÉES

- **LFI** est le parti le plus clair et le plus constant politiquement dans l'analyse et la stratégie. Ses objectifs sont combattus pour deux raisons :

1.- Il parvient à se concilier deux électorats, en apparence éloignés l'un de l'autre : les cadres supérieurs, les intellectuels... ce qui explique ses succès électoraux dans les grandes villes et les centres urbains, et les banlieues pauvres que le PC a négligées. Son discours possède une cohérence causative et explicative difficile à réfuter, partagée du reste par des économistes, des sociologues et des politiques qui n'appartiennent pas à son mouvement. C'est le cas par exemple de Thomas Piketty, libre penseur irrécupérable⁵.

2.- LFI ajoute une stratégie compatible à la fois avec les idées communistes en faveur du travail, des travailleurs, en opposition radicale avec l'inique répartition de la valeur ajoutée, notamment celle accumulée par un capitalisme transnational numérisé spéculatif, mais aussi avec les valeurs et traditions républicaines françaises qui renvoient à la Révolution de 1789. Il n'est pas fortuit que J.-L. Mélenchon fasse souvent référence à Maximilien Robespierre. LFI a néanmoins de nombreux handicaps :

1.- Ses difficultés à unifier une galaxie dispersée à gauche. La contrainte est limpide : une stricte cohérence programmatique réduit la taille et la solidité du front. Un assouplissement politique réduit la visibilité politique et fragilise les perspectives.

2.- La capacités de mobilisation des banlieues est limitée dans des proportions difficiles à estimer. Il n'est pas aisé de transformer une colère sociale qui dégénère quelques fois en violences urbaines destructrices, en une lutte politique policée qui passe par une hausse des inscriptions sur les listes électorales et les taux de participation aux scrutins. Cela, sans compter une géographie électorale qui n'est pas à l'avantage de ce parti.

- La situation du **Rassemblement National** est plus complexe parce qu'il est constitutivement écartelé entre des électorats et des intérêts divergents et même strictement opposés :

- d'un côté le « *peuple de France, menacé par des vagues migratoires parasites, qui s'en prennent à sa prospérité, à sa sécurité et à son identité* » et,

- d'un autre côté, il défend le patronat petit et très grand ainsi qu'une politique guère différente que dénonce la majorité des Français : baisse de la fiscalité sur le capital et les grandes fortunes, déréglementation, désattribution... le slogan poujadiste de papa Le Pen est dans toutes les mémoires, à propos de l'Etat : « *descends mon épaule et enlève ta main de ma poche* ». Sa nature profondément atrape-tout, conforme d'ailleurs à celle de ses homologues des années 1930, pas seulement en Italie et en Allemagne, constitue une limite qui l'il est difficile de dissimuler à l'heure d'Internet et des réseaux sociaux. Une géométrie impossible : concilier deux objectifs politiques incompatibles.

SORTIES DE CRISE POSSIBLES :

1.- Bayrou inamovible.

Si ces tractations dans l'ombre réussissent, rien n'interdit que le Premier ministre puisse être à nouveau sauvé ou bien par les socialistes ou par le Rassemblement National. Il ne faut jamais sous-estimer les capacités de ces partis de trapézistes à improviser des retournements spectaculaires et à leur trouver une raison.

2.- La formation d'un nouveau gouvernement autour d'un **nouveau Premier ministre** du Bloc Central ou de la Droite est plus qu'improbable. Barnier et Bayrou l'ont démontré. Son sort serait identique au leur.

3.- Le pouvoir n'est jamais en manque d'hommes de paille.

Le PS s'est rangé très vite à côté de ceux qui retirent leur confiance à F. Bayrou. On a vu pourquoi. Mais rien n'interdit de penser à la nomination d'un nouveau Premier ministre venu des cercles socialistes compatibles, type Bernard Cazeneuve, Y. Le Drian ou Raphaël Glucksmann.

4.- Deuxième dissolution

En cas de dissolution de l'Assemblée, un accord programmatique entre le PS et LFI tel que celui négocié avec le NFP en 2024 « *ne paraît pas concevable* », estime B. Vallaud dans *Libération* (du 27 août), si les Insoumis y sont encore disposés, cela tombe sous le sens... Il avoue benoîtement : « *vu la situation du pays, nous n'espérons pas la dissolution* » que souhaitent d'autres partis, entre autres LFI et le Rassemblement national.

Tout le monde a bien compris que ce n'est évidemment pas l'état du pays qui préoccupe le PS.

5.- Démission du Président

Mélenchon y tient et les Insoumis vont déposer une motion de destitution d'E. Macron en cas d'échec de Bayrou après une éventuelle dissolution de l'Assemblée.

Le RN qui a le vent en poupe y pense aussi. Déjà un duo Le Pen-Bardella est prêt depuis longtemps.

Le PS n'étant pas prêt pour des Législatives anticipées et n'ayant pas de candidat sortable, (même si F. Hollande ne désespère pas revenir à l'Elysée), il ne l'est pas davantage pour des Présidentielles. En fait, les socialistes auront bien du mal à éviter une Berez-

na que ce soit pour des législatives ou pour les prochaines municipales.

Dans ces circonstances, le paysage politique ne peut que s'éclaircir au détriment des nombreux pêcheurs en eaux troubles qui vont faire les frais du choix de l'exécutif. Bayrou qui a abondamment exploité leur « flexibilité » ne leur offre plus aucune marge de manœuvre. Il n'a plus rien à négocier. Ce qui explique leur précipitation à refuser un soutien que plus personne ne leur demande. Imaginer un instant E. Macron capable de se retirer ne relèverait plus de l'incompétence... Et il y a de bonnes raisons à cela.

1.- Contrainte budgétaires.

La France est sous une pression extrême de Bruxelles, Francfort, ses partenaires « frugaux », les marchés financiers, du patronat local... Il n'est plus question de gérer le budget français comme le fait l'Elysée depuis 2017. S'endetter pour combler le trou politique entre d'une part, le capital qui veut moins d'impôts, de cotisations et plus de déréglementations et, d'autre part, les Français qui tiennent à un Etat redistributeur des richesses produites. Aucune acrobatie n'a permis d'en sortir et le « trou » est devenu un gouffre : plus de 5% de déficit budgétaire et un endettement de plus de 115% du PIB.



Accroissement des recettes ou baisses des dépenses, il faut choisir.

Le problème n'est évidemment pas plus ou moins d'impôts. La question est quels impôts et sur quels revenus et quel patrimoine ?

Après le discours de F. Bayrou du 25 août, la bourse de Paris a très vite réagi.



Lundi : -1.59%
Mardi : -1.70%

2.- Contraintes géopolitiques

Bien qu'ayant des origines proprement françaises et européennes, la crise que connaît la France dérive, au moins dans sa forme et de quelques-unes de ses facettes, de la crise ukrainienne qui a imposé aux pays européens des contraintes économiques et budgétaires très lourdes. Elles se sont ajoutées aux contradictions venues d'une politique européenne qui a pris des voies franchement libérales après 1991, visant à démanteler tous les dispositifs de protections sociales issus de la fin du dernier conflit mondial.

Aujourd'hui, la France est une pièce essentielle dans le soutien à l'Ukraine. Ce soutien est organisé de manière cachée par Washington. D. Trump négocie avec Moscou d'un côté et fait tout pour couler son « ami » V. Poutine de l'autre. A observer l'évolution du dollar et du prix du pétrole, on se croirait revenu à la politique que R. Reagan avait mis en place pour « couler » l'URSS.

Dans ce jeu de dupes, E. Macron, et ses partenaires allemands et britanniques jouent un rôle essentiel. Tous les trois sont ce mercredi 27 août à Chi'inâu (Moldavie) pour interférer publiquement dans des élections législatives prochaines tout en accusant Moscou de le faire. Il s'ensuit, en raison de toutes ces considérations, que ni les marchés, ni les agences de rating, ni Bruxelles ne feront obstacle à la gestion par Paris de la crise politique en cours.

Mieux, toute l'assistance sera apportée pour poursuivre la politique actuelle « quoi qu'il en coûte » socialement.

Un échec de l'exécutif serait une catastrophe incalculable pour un bloc occidental qui ne peut se résoudre à abandonner l'Ukraine, précisément parce qu'il s'agit d'un enjeu qui dépasse de très loin celui de ce pays.

Notes :

- 1- La grande majorité des parlementaires sont des cadres ou exerçaient une profession intellectuelle supérieure. Ils représentent 67% des députés, alors que seulement 11% de la population française appartient à cette catégorie. Il y a 1% d'ouvriers à l'Assemblée alors qu'ils représentent 11% de la population. (<https://datan.fr/statistiques>)
- 2- Lire, Georges Simenon, « Le Président », 1958, Livre de Poche, 188 p. adapté au cinéma par Henri Verneuil en 1961 avec les répliques savoureuses de Michel Audiard, qui n'ont pas perdu une ride.
- 3- C'est tout ce que la plaque commémorative, rue Turgot, lieu de sa naissance, a retenu.
- 4- Lire, Abdelhak Benelhadj : « Les couleures du Printemps français. » Le Quotidien d'Oran, 13 décembre 2018.
- 5- Lire, Abdelhak Benelhadj : « La France macronienne dans l'impasse. » Le Quotidien d'Oran, 17 janvier 2019.
- 5- Il a refusé la Légion d'honneur en 2015 et refuserait sans doute le Nobel qui ne lui serait jamais proposé.

L'Europe humiliée par ses propres dirigeants

Lundi 18 août 2025.
Les principaux dirigeants de l'Europe occidentale vont voir Donald Trump. Ils le disent eux-mêmes, ils escortent Zelinsky...

Par Djamel Labidi

Ils ont peur que Trump le dévore à son petit déjeuner. Zelinsky avait peur d'y aller seul. On a pensé d'abord à le faire accompagner par un autre des dirigeants, le chancelier allemand ou le président français. Mais à deux, ce n'était pas encore suffisant. Ils avaient encore peur. Ils ont décidé alors d'y aller tous. Du jamais vu. Et sans être invités, puisque seul Zelinsky l'était. Ils y sont allés. Tous ensemble pour se donner du courage, mais peut-être aussi parce qu'ils ne se font pas confiance. Trump semble leur inspirer une peur quasi physique. Ce 19 août, ils avancent dans les couloirs de la «Maison blanche», vers la grande salle, chacun poussant l'autre, chacun se cachant derrière l'autre.

TRUMP FAIT L'APPEL

Il y a d'abord la scène stupéfiante de la première réunion à la Maison blanche. Trump laprésidente comme le PDG préside une réunion de cadres. Ils sont là bien rangés devant lui. Il fait l'appel, comme on le fait à l'école ou à l'armée, citant chacun, faisant un commentaire sur chacun. Humiliation. Ils écoutent, stoïques, sans broncher, comme pétrifiés, n'osant même pas bouger. Puis il leur donne la parole un à un.

Trump fait parler d'abord Zelinsky. Ils l'ont coaché, ils l'ont conseillé, ils lui ont donné ses éléments de langage et ils l'ont envoyé au charbon face à Trump, comme ils envoient au charbon le peuple ukrainien. A la place où il est assis, Zelinsky tourne le dos aux journalistes. Trump lui propose alors son propre fauteuil pour mieux s'adresser à eux. Oh, sacrilège. Zelinsky n'ose pas. Il préfère, de sa place, parler, le coup tordu vers l'arrière, vers les journalistes. Position inconfortable qui ajoute à la difficulté de l'exercice. On le sent, c'est difficile, très difficile pour lui de dire ce qu'on lui a dit de dire. Il arrive cependant à parler, le visage blême, la gorge serrée, sous le regard autoritaire que fixe sur lui Trump. Zelinsky parle, probablement comme prévu par la délégation, de l'affaire des enfants ukrainiens. Cependant il s'étend particulièrement sur ce point car là il sait qu'il n'énervera pas Trump, dont l'épouse vient d'écrire à Poutine à ce sujet. Mais il ne fait plus le procès habituel de Poutine «agresseur, criminel de guerre, condamné par le CPI etc. tant il craint d'agacer Trump par ce discours récurrent. Il en arrive presque à parler de l'Ukraine comme si elle n'était plus qu'une cause simplement humanitaire.

Puis Trump donne la parole aux autres, dans l'ordre qu'il a choisi: autre humiliation. Ils sont, pour la plupart, d'autant plus gênés et tendus que Trump sait lesquels ont relayé la campagne d'une violence inouïe menée contre lui aux Etats Unis, par ce que le président des Etats-Unis appelle «les medias fakenews», «CNN», «New York Times», «Washington post», et que les medias européens reprennent fidèlement.

Chacun s'adresse à Trump, cherchant son attention et éventuellement ses félicitations, son approbation, guettant un hochement de tête du «patron», ou alors, récompenses suprême, un de ces sourires carnassier du maître des lieux et, encore, du monde occidental. Lui, Trump, les regarde un à un: «bon vous êtes venus, je vous écoute». Chacun d'eux, est en même temps très attentif à ce que va dire son collègue, l'air de lui dire, «Seras tu courageux maintenant, diras-tu ce que tu as promis de dire devant Trump?»

La présidente de la communauté européenne, Ursula Von der Leyen, dans une posture soumise et prudente rappelle qu'elle est une grand-mère (!) et parle, elle aussi, des enfants ukrainiens, ce qu'elle n'a jamais fait pour Gaza. L'Allemand s'aventure à parler de «cessez le feu». Il est aussitôt recadré par Trump. L'Italienne roule de gros yeux à Trump, totalement insensible. L'Anglais et le Français disent des banalités. Ils ne prennent aucun risque après avoir poussé les autres à se compromettre. Le Finlandais, j'allais l'oublier celui-là, est ici comme un cheveu sur la soupe. Il a été amené, paraît-il, car il jouait au golf avec Trump et on compte, donc, sur lui pour l'adoucir. Quant au Néerlandais Secrétaire général de l'OTAN, il avait déjà appelé Trump «Papa» et il

lui avait envoyé, le 24 juin, on s'en souvient, un message confidentiel de flatterie extrême, que Trump ne s'était pas privé de rendre public. A-t-il parlé à son tour?

On ne s'en souvient même plus. Bref, tous se sont efforcés de se débarrasser vite d'une prise de parole, prudemment courte et qui n'aborde pas les «sujets qui fâchent». Ils doivent probablement se souvenir de la façon, au fond la même, avec laquelle Donald Trump avait reçu cinq dirigeants africains le 9 juillet précédent et où il avait indiqué à l'un, le président mauritanien, qu'il était trop long, et s'était étonné pour un autre, celui du Liberia, qu'il parle si bien anglais. Aucun des dirigeants européens ne se hasarderait, bien sûr, à parler une autre langue que l'Anglais.

LA SCÈNE INCROYABLE DU «BUREAU OVALE»

Peu après, la scène qui se déroule au «Bureau ovale»⁽¹⁾ est aussi incroyable. On la découvre à travers une photo, étrangement prise et diffusée par les soins des services mêmes de la Maison Blanche.

Le tableau est aussi édifiant: Le président Trump y campe, derrière son bureau, comme un manager, ou un DG qui reçoit une délégation syndicale. Ils sont de nouveau là, bien rangés de l'autre côté du bureau, assis sur des chaises, déferents. La hiérarchie est affichée, le message est bien clair. On serait bien en peine de déceler sur les visages de ces dirigeants européens en cercle autour du bureau du «patron», la moindre marque d'un leader, d'un homme d'Etat d'envergure.

Dans cette image que donnent de l'Europe occidentale ses dirigeants actuels, on mesure la déchéance dans laquelle ils entraînent celle-ci, et qu'ils essaient vain de cacher derrière des postures guerrières, des rodomontades et des discours verbeux.

C'était d'ailleurs déjà une déchéance, quelques semaines avant, le jour, le 27 juillet, (2), où le Président Trump avait reçu deux parties de golf, en Ecosse, la présidente de la commission européenne, pour l'entendre accepter toutes les conditions américaines: 15% de taxe de douanes, 750 milliards de dollars d'achats de gaz et de pétrole américains, 600 milliards de dollars d'engagement d'investissement aux Etats Unis, et tout cela sans aucune contrepartie.

ILS ACCEPTENT TOUT, POURVU QUE...

On devrait se demander pourquoi les dirigeants des grands pays de l'Europe occidentale exposent ainsi leurs peuples et leurs nations à tant de diktats et d'humiliations des Etats-Unis d'Amérique. On a le spectacle d'élites dirigeantes prêtes à tout pour avoir la protection américaine, contre les intérêts de leur propre peuple, exactement comme ces dirigeants d'Etats arabes dont ils parlent pourtant avec mépris. Ils acceptent tout. Pourvu qu'ils restent au pouvoir, eux et leur milieu social.

Il n'y a pas d'autre explication. Ou alors comment expliquer qu'ils acceptent délibérément d'acheter le gaz et le pétrole américains bien plus cher que celui Russe. Comment comprendre que l'Allemagne renonce délibérément à cet avantage énorme que représentait pour son industrie l'énergie russe, et qu'elle ait même accepté, sans broncher, la sabotage des gazoducs «Nord Stream», sur lesquels elle avaient investi des milliards de dollars. Comment expliquer qu'ils aient préféré s'intégrer économiquement avec les Etats Unis, pays non européen à des milliers de km de l'Europe, plutôt qu'une intégration naturelle avec la Russie sur le même continent. Et qu'ils continuent dans cette voie, alors qu'il n'y a, là, aucune logique économique.

Il faut bien y chercher alors une logique politique cachée et donc des intérêts, ceux-ci de pouvoir, d'hégémonie sociale sur leurs peuples respectifs. Les Etats du Golfe ont exactement le même comportement envers les USA, par leurs investissements, leurs prêts, leurs achats d'armement inutiles et disproportionnés, leurs dons et cadeaux somptueux aux Occidentaux etc..

LA PANIQUE

Les dirigeants européens pensaient qu'avec les Etats Unis et l'OTAN ils n'allaient faire qu'une bouchée de la Russie en Ukraine. Ils disaient, dès les premiers jours, qu'ils «allaient la mettre à genoux». Ils criaient de joie, disant que la Russie avait en fait renforcé l'unité de l'Europe, celle de l'Otan, l'avait même étendue avec l'entrée de la Finlande, de la Suède. Et voilà que les choses semblent s'inverser. La guerre en Ukraine tend désormais à séparer les Etats Unis



de l'Europe. Elle a affaibli l'Occident dans son ensemble. Elle a fait apparaître brusquement la situation réelle des rapports de force économiques, et militaires, tel qu'elle avait évolué silencieusement dans les dernières décennies. Elle a éloigné les Etats Unis de l'Occident jusqu'à voir leurs intérêts diverger de ceux de l'Europe occidentale aussi bien sur le plan économique et commercial que militaire. Les dirigeants occidentaux ont été pris, alors de panique, à l'idée d'être abandonnés, seuls, par les américains, en Ukraine et peut être ailleurs. Les dirigeants Européens sont comme ces domestiques qui n'admettent pas des faiblesses chez leur Maître. Ils envisagent, avec leurs médias, toutes les hypothèses sur l'attitude de Trump, les plus saugrenues, les plus complottistes, les plus délirantes les unes que les autres. Mais, dans toutes leurs explications, ils en oublient la plus simple, probablement parce qu'elle leur est insupportable, c'est que les Etats-Unis et Trump n'ont pas d'autre option que la paix en Ukraine, avec la Russie, qu'ils n'ont pas d'autre politique possible. Ils ne veulent pas comprendre ou accepter que la politique de confrontation avec la Russie, menée par Biden, a échoué, et que les Etats Unis n'ont plus les forces pour affronter en même temps non seulement la Chine et la Russie, mais désormais, d'une façon ou d'une autre, le reste d'un monde dangereusement de plus en plus hostile. Pour les peuples du monde, l'équation est simple.

L'Occident a toujours voulu écraser les autres peuples. Si l'Occident est en conflit en Ukraine, c'est qu'il cherche à maintenir son hégémonie. Il n'y a pas de raison qu'il en soit brusquement autrement. Du coup, la Russie a toute la sympathie du monde non occidental.

L'ARROGANCE DE ZELINSKY

Les dirigeants européens sont d'autant plus pour la guerre en Ukraine, que ce ne sont pas eux qui la font. Souvent mal élus, au pouvoir ou s'y maintenant, grâce à des alliances et des manipulations parlementaires compliquées, en déficit de crédibilité, peu populaires, dans un contexte de crise générale de la démocratie occidentale, ils sont bien incapables de convaincre leurs peuples d'aller à la guerre, de mourir pour l'Ukraine, malgré une mobilisation intense du système médiatico-politique. Ils ont donc recours à la seule solution disponible, celle de l'utilisation du pouvoir d'Etat et de l'argent public pour le financement direct du pouvoir ukrainien et de son armée, et ont recours, à mille subterfuges «démocratiques», pour se passer de l'assentiment du peuple. L'argent est donné par dizaines de milliards d'euros, sans compter, à fonds perdu, sans contrôle, sans espoir de retour, malgré la corruption qu'ils savent extrême en Ukraine, alors même qu'ils comptent le moindre euro dans les dépenses sociales pour leur peuple.

L'Ukraine, dont ils ne se sont pas souciés pendant des siècles leur est devenue soudain «existentielle». Zelinsky l'a de suite compris. Il a vu que ces dirigeants ne pouvaient se passer de la guerre en Ukraine pour leur propre survie, pour leur propre pouvoir, pour leurs propres intérêts baptisés défense de l'Europe, et de ses valeurs. Ceci explique son arrogance à leur égard, et parfois même les mises en demeure qu'il leur adresse. Jusqu'à présent l'Europe a financé totalement l'Etat ukrainien jusqu'au moindre salaire de fonctionnaire. L'Ukraine vit de la guerre. La guerre la corrompt. Les ukrainiens, pour une partie considérable de la population, ne travaillent même plus. Ils sont pris en charge par l'Europe, à l'in-

térieur et à l'extérieur. Désormais, le président ukrainien n'hésite pas à demander directement à l'Europe de payer ses soldats⁽³⁾.

Le caractère mercenaire de l'armée ukrainienne est délibérément avoué, revendiqué, et il devient lui-même un moyen de pressions sur les dirigeants occidentaux. On a du coup l'explication du statut hors norme d'un personnage subalterne comme Zelinsky, et d'un pays secondaire comme l'Ukraine dans la cour européenne. L'armée ukrainienne est choyée, vantée, célébrée, équipée. Elle est déclarée la «principale garantie de sécurité», à la fois de l'Ukraine et de l'Europe, même en cas d'accord de paix avec la Russie. Zelinsky peut même se donner le droit de proposer 100 milliards de dollars d'achat d'armes aux USA payés par l'Europe, comme il vient de le faire récemment⁽⁴⁾, avant même que l'Europe n'en discute ou n'en parle. Que reste-t-il de la souveraineté des pays européens? L'Europe prend le même chemin de la déchéance qu'on connu tous les vieux empires fatigués et séniles au cours de l'Histoire. Le recours aux armées mercenaires, en est un indicateur significatif et constant.

LA PEUR

En réalité, les élites occidentalistes dirigeantes influentes ont peur. Une peur panique, parfois délirante, qui déborde sur les plateaux télé, dans tous les «medias fakenews» des Etats unis, qui donnent le ton, aux annexes que sont devenues les chaînes d'informations européennes.

Cela explique des comportements erratiques comme dernièrement d'applaudir bruyamment le président Trump lorsqu'il menace l'Inde de sanctions secondaires de 50% de taxes pour «le crime» d'acheter le pétrole russe, puis de le dénoncer pour son «incompétence» pour avoir, ce faisant, «jeté l'Inde dans les bras de la Chine».

Cette peur, est le seul sentiment qui a gouverné la démarche européenne auprès du président Trump dans cette randonnée pitoyable des dirigeants européens à Washington. Les medias ont essayé de donner à cette peur les apparences du courage, mais en vain. La peur a imprégné leur initiative de bout en bout de ce voyage hasardeux à Washington. D'abord la peur de Zelinsky d'y aller tout seul. Mais quel est ce chef d'Etat qui a peur d'en rencontrer un autre tout seul, face à face. Si Zelinsky est incapable d'affronter seul le président des Etats Unis, comment peut-il être digne de diriger l'Etat ukrainien? La peur aussi dans la décision des dirigeants occidentaux d'y aller en bande.

La peur d'être «lâchés» par les Etats Unis tout en clamant très fort leur volonté d'autonomie par rapport à eux. De quoi est faite cette peur si ce n'est forcément celle qu'ils ont de leur propre peuple. Elle les amène à fantasmer la menace russe, jusqu'à s'en convaincre probablement eux-mêmes, et à préférer la guerre à la paix, pour aujourd'hui et même dans leurs projections de l'avenir. A Washington, les dirigeants européens actuels sont apparus tels qu'ils sont aux yeux de leurs peuples, de leur nation, bien incapables de les représenter dignement. Il faut se méfier des gens qui ont peur. Ils sont capables de tout.

Notes

- 1- <https://share.google/images/TYDqHQdgwTiPd7IDE>
- 2- https://www.courrierinternational.com/article/economie-droits-de-douane-l-europe-capitule-face-a-trump_233526
- 3- <https://www.parismatch.com/actu/international/guerre-en-ukraine-zelensky-veut-que-leurope-laide-a-payer-ses-soldats-254785>
- 4- <https://www.lefigaro.fr/international/guerre-en-ukraine-kiev-aurait-propose-a-washington-un-accord-de-100-milliards-de-dollars-finance-par-l-europe-en-echange-de-garanties-de-securite-20250819>

Médiatic

Par Belkacem
Ahcene-Djaballah
Livres



Malak, ...et les autres



Roman de Omar Kazi Tani. Editions El Qobia, Alger 2024, 243 pages, ?????dinars

Il paraît que ce roman est tiré d'une histoire vraie. Pourquoi pas ? Elle est présentée si simplement, si clairement, si humainement qu'on s'y plonge tout entier sans même nous en apercevoir. L'auteur a voulu et su s'y prendre de la manière la plus pédagogique.

C'est donc l'histoire d'une brillante jeune fille, Malak, (elle deviendra psychologue clinicienne) adoptée par une couple sans enfants, Aïssa et Djouhar. La chose est amplement facilitée par le fait que les parents adoptifs sont de la même famille, des cousins... donc pas de problème de nom, le traumatisme étant moins violent sinon inexistant. A tout cela s'ajoute l'absence de toute contestation de la part des parents biologiques, Salima et Habib (déjà parents de plusieurs autres enfants)... et l'absence de tout contentieux lié à un quelconque héritage comme on en

FEMMES D'ALGÉRIE

voit, hélas si souvent, dans notre société... et cause principale de bien des drames.

C'est aussi l'histoire de réussites par le travail, l'effort, la connaissance et l'ouverture sur le monde et sur les autres.

C'est, enfin, le bonheur trouvé dans des relations interpersonnelles évoluant de la camaraderie, l'amour réciproque... finissant dans un mariage (avec Rafik) où tout le monde est heureux : les mariés, les parents alliés, les parents adoptifs, les parents biologiques...

Toute une histoire qui ne rencontre, dans son déroulement, aucun problème. Il est vrai qu'elle se passe au sein de famille « nantie », pas trop mais assez pour faciliter la vie aux enfants... qui après les études trouveront facilement du « boulot », grâce... aux parents bien introduits... surtout respectés car respectables et respectueux des valeurs intellectuelles, historiques et même spirituelles de leurs origines

En plus de l'histoire de base du roman, l'auteur, en bon enseignant, en a largement profité (ce qui a quelque peu alourdi ou allongé l'œuvre), pour nous fournir une flopée de détails -très utiles- sur les métiers de psychiatre et de psychologue... d'ingénieur des travaux publics (le père de l'héroïne l'étant)... et même ce médecin militaire.

L'Auteur : *Psychopédagogue de formation, écrivain et romancier né à Tlemcen. Ancien cadre de l'Education nationale (plus de quarante années), aujourd'hui retraité, ayant connu l'ensemble des profils de l'enseignant (Chef d'établissement, professeur, conseiller pédagogique, inspecteur de l'enseignement du français, formateur), c'est un amoureux de l'histoire et du patrimoine archéologique du pays. Déjà auteur de plusieurs romans (chez L'Harmattan, Dar el Gharb et les Editions du Net...)*

Extraits : « *La société a changé, la solidarité et l'entraide se font de plus en plus rares. Le voisin ne mange pas à sa faim quand celui d'en face se complait dans le consumérisme. On ne mange pas, on*

se bourre, on bouffe et on vit moins bien qu'avant » (p 24), « La classe de terminale était le dernier passage ouvrant sur l'autoroute universitaire. Le dilemme, pour les cours de soutien, l'inquiétude pour les faibles revenus et souvent la cupidité de quelques fonctionnaires spécialisés dans l'overdose des leçons particulières, dans des espaces qui ressemblaient à d'insalubres coins d'apprentissages. Conjugués par quelques « faisant fonction d'enseignants » rodés au paganisme psychopédagogique, la mode des cours particuliers avaient des travers que n'osaient dénoncer tous les parents, tenus en laisse par les divulgateurs de publicité approximative et lucrative » (p79).

AVIS *Un roman comme beaucoup de lecteurs aimeraient voir éditer. Ni roman rose, ni roman à suspense, mais un livre qui raconte tout simplement des vies ordinaires de gens ordinaires... et heureux. Un livre et une histoire (d'amour, de respect de soi, du couple, de la famille, du travail...) qui réconcilie avec la vie laquelle, malgré tout, est belle à vivre... en Algérie.*

Citations : « *A la campagne, on se marie d'abord avec la terre et puis avec les proches » (p16), « Aimer, est-ce ne pas se quitter ? Et les guerriers alors, ils s'absentent longtemps et Ulysse et sa pénélope alors. Oui, aimer, c'est probablement se sentir rassurés ensemble. Oui, cela doit être comme ça » (p 127), « L'adoption n'est ni sacrilège, ni tabou. C'est une décision de courage et de solidarité, un engagement au service du bonheur des enfants et des adultes » (p132), « L'adoption n'est ni un délit, ni de l'indifférence. C'est une main tendue à qui sait la saisir » (p170), « Quand l'élégance épouse le savoir, tous les rêves sont permis » (p178), « Ce qui fait un environnement familial n'est pas sa composition, mais le fait qu'il constitue le noyau à partir duquel nous intégrons le monde » (p180), « La faute est intentionnelle alors que l'erreur n'est qu'une inattention » (p215).*

millitants du Fln et à la cause de l'indépendance de l'Algérie. Elle s'établit en Algérie en 1963. D'abord fonctionnaire au ministère de l'Orientation, elle réintègre, à Alger, le corps des avocats. (...)

Extraits : « *L'égalité, en matière économique, n'est atteinte dans aucune partie du monde. Le rapport de la Banque mondiale, en 2012, précise que les femmes effectuent les deux tiers du nombre d'heures de travail et produisent plus de la moitié des aliments, alors qu'elles ne gagnent que 10% du revenu total, possèdent moins de 2% des terres, et reçoivent moins de 5% des prêts bancaires. La parité salariale n'existe pas, même en Occident. Selon la Commission européenne, les femmes gagnent en moyenne 17,8% de moins que les hommes, pour un travail équivalent. Le ministère du Travail américain nous apprend que ce pourcentage atteint 20% aux Etats-Unis » (p 42), ... « Les hommes de pouvoir et ceux qui vivent dans l'opulence, sont souvent des personnes difficiles, qui maltraitent psychiquement leur épouse » (p 238), ...*

AVIS *Des portraits de femmes par une autre femme. Des femmes toutes aussi admirables les unes que les autres. Se lit d'un seul trait (encore qu'il arrive qu'on se laisse « scotcher » par un récit ou un autre selon les expériences personnelles ou les rêves inaboutis), tant on se laisse emporter par des récits simples, émouvants et généreux...*

Citations : ... « *La réalité est parfois moins difficile à affronter que les songes. Les frayeurs provoquées par les ténèbres... reviennent occasionnellement, inopinément*» (p 136),...; « *L'espoir de dompter l'impossible et la persévérance sont les moteurs du progrès*» (p 284).

L'Auteure : *Née en juillet 1934 à Paris, ayant vécu de 1940 à 1952 à New York. Avocate en 1956 à Paris, elle se consacre à la défense des*

Compétition, guerre et innovation

Par Derguini Arezki

1re partie

La guerre est une rupture violente de la compétition, elle vise à transformer les champs et les règles de la compétition, mais elle n'en a plus le pouvoir. La force est maintenant diffuse. Le pouvoir appartient à l'innovation, destruction créatrice ou création destructrice.

MILIEUX

Les sociétés, quelle que soit leur nature, s'adaptent à leur milieu. Un milieu intérieur s'adapte à un milieu extérieur, l'inverse n'étant pas exclu. Il est stable lorsqu'il est adapté à son milieu extérieur. Il est déstabilisé lorsqu'il est inadapté, lorsque leurs échanges déséquilibrés ne sont pas stabilisés. L'équilibre n'est pas la règle. Le déséquilibre peut vider le milieu intérieur de ses éléments et menacer son existence, à l'inverse, le milieu intérieur peut s'incorporer des éléments extérieurs et rééquilibrer ses échanges. Ainsi pour subsister, la déstabilisation pousse le milieu intérieur à s'adapter en modifiant sa propre composition, en modifiant ses échanges avec le milieu extérieur. Les rapports entre les milieux sont des rapports d'échanges symétriques et asymétriques, d'interdépendance, de compétition et de domination. Certaines sociétés (en émergence) peuvent déstabiliser le milieu extérieur. Les rapports entre milieu intérieur et milieu extérieur peuvent prendre des configurations variables. Le milieu intérieur s'étend sur le milieu extérieur d'une manière précise et s'ouvre à lui de manière précise. *Le milieu intérieur chinois s'ouvre de manière à s'étendre sur son milieu extérieur.* En termes économiques, il ouvre son marché intérieur de manière à étendre son marché extérieur. En termes de dispositions sociales, une forte propension à épargner réduit les propensions à consommer et à importer. On dira en termes marxistes que la « *force productive* » *chinoise peut ainsi déstabiliser les « rapports de production » mondiaux qui doivent s'adapter.* Ce qui fait la différence entre milieu déstabilisé et milieu déstabilisant, c'est la capacité d'innovation du milieu. On peut parler alors d'innovation disruptive. Produire à moindre coût, plus vite et en plus grande quantité, perturbe le milieu et constitue des innovations pour le milieu. L'innovation peut-être de l'ordre de l'organisation sociale, de la technique ou des dispositions sociales.

PROCESSUS D'ACCUMULATION CULTURELLE ...

Les sociétés sont déjà dans la nature, ainsi, l'inceste et la division du travail ne sont pas spécifiquement humains. Ce sont les processus d'accumulation d'artefacts qui modifient le rapport des milieux et les différencient. La déstabilisation des sociétés avec l'expérimentation de nouveaux environnements et l'incorporation de nouveaux artefacts est à la base des processus de recomposition sociale et d'accumulation. Le sociologue français Bernard Lahire parle de processus d'accumulation culturelle^[1]. Pour lui, la société est dans la nature (humaine et animale), la culture est dans la société, dans le sens où des humains s'associent à des non-humains (vivants et artefacts) pour former société, les uns augmentant, les autres. Le processus d'accumulation culturelle tend à étendre le milieu de la société sur le milieu extérieur et la préhension sur ce milieu par la production d'artefacts.

... EN CONTEXTE POSTCOLONIAL

Les sociétés segmentaires étaient adaptées à leur environnement ; stables ainsi que leur environnement, elles avaient tendance à se reproduire comme à l'identique. Leur ordre so-

cial n'était pas perturbé. Mais avec l'intervention intempestive de l'ordre capitaliste et leur intégration dans un ordre colonial, elles ne furent pas seulement déstabilisées, mais défaites. La société indigène persiste, bien que pulvérisée elle est immergée dans un ordre mondial ; l'individu est séparé de son collectif, le collectif est désintégré, l'individu se trouve plongé dans un environnement capitaliste, radicalement différent de son ancien environnement, sur lequel il n'a quasiment pas de prise. La société indigène ne sera pas placée dans la situation de s'adapter au nouvel environnement, *elle ne pourra pas l'expérimenter*, répondre à ses défis. Elle subsiste, mais ne résiste pas disait Mouloud Mammeri. Le nouvel ordre social excluait sa recomposition, en fait il programmait sa mort lente. Mais la vie a plus d'un tour dans son sac, l'histoire a ses ruses, toutes deux elles firent faire corps à la société pour rejeter ce corps étranger mortifère, la compétition sociale disposant de nouvelles ressources et prit de nouvelles voies. Le nouveau cours mondial défavorable aux puissances coloniales et les nouvelles ressources indigènes rendirent possible l'éradication du cancer colonial. S'adapter au nouveau milieu signifiait rejeter le colonialisme, se défaire du colonialisme. Ce qui fut fait. À l'indépendance se posait la question comment la société va-t-elle se recomposer, faire corps dans le nouvel environnement débarrassé de la colonisation directe pour stabiliser ses rapports ? Comment va-t-elle expérimenter son nouvel environnement et comment va-t-elle trouver sa stabilité ? Quelles voies vont emprunter la compétition sociale quant à la compétition mondiale et comment va-t-elle structurer la société ?

COMPÉTITIONS SOCIALE ET MONDIALE, MOUVEMENTS DE CAPITAL

La stratégie industrielle axée sur la *diversification des exportations* ne doit pas être l'occasion d'une mainmise d'une société sur les ressources collectives. Elle ne doit pas consister en l'exportation d'un capital dont nous n'entretenons pas la reproduction. Cette production et cette réparation ne peuvent conduire qu'à un appauvrissement et ne seraient le résultat que d'une *compétition autour des ressources nationales* et non autour de la production mondiale pour une distribution plus équitable de la valeur ajoutée mondiale qui est le véritable enjeu de la géopolitique mondiale actuelle. Une telle politique d'accroissement des exportations aurait pour résultat une augmentation des importations de consommation et une exportation du capital plutôt que son réinvestissement et son accumulation. Les exportations doivent être le moyen de *s'approprier une partie de la production mondiale*, une manière de *porter la compétition sociale dans la compétition mondiale*. Elles doivent être le moyen pour la société de valider un travail social, de s'incorporer un savoir-faire mondial et non le moyen pour des moyens de production importés d'extraire une plus-value de rente.

La protection de la compétition interne de la compétition externe, autrement dit *une compétition sociale isolée de la compétition mondiale ne peut qu'introuvertir la compétition sociale et ne conduire qu'à un transfert du capital du milieu interne vers le milieu externe, puis avec l'appauvrissement à une guerre civile*. Seule une compétition sociale partie prenante de la compétition mondiale peut entraîner le mouvement inverse pour rééquilibrer les rapports du milieu interne et du milieu externe. Or les ressources de la période postcoloniale ont été peu propices à une entrée de la compétition sociale dans la compétition mondiale. La compétition sociale a été protégée de la compétition mondiale, restée à savoir ce qu'a permis une telle protection : accumulation de forces ou dissipation de ressources.

A suivre...

Les femmes vaillantes



Récits et témoignages de Marie-Claude Radziewsky (Préface par Garbiñe Larrazabal Iturregui, universitaire espagnole) Casbah Editions, Alger 2018, 800 dinars, 284 pages (Fiche de lecture déjà publiée le 28 février 2019. Extraits pour rappel. Fiche complète in www.almanach-dz.com/population/bibliotheque_dalmanach)

Messaouda, Anissa, Shasha, Djamil, Dalila, Salima (Souakri),... les Algériennes... et quatre d'origine étrangère.

Dix femmes, dix portraits à travers dix entretiens (souvent commentées) menés par une autre femme (« une femme extraordinaire » et il faut lire son premier ouvrage consacré à sa carrière, un livre édité en Algérie : « Le théâtre de la vie : Mémoires d'une avocate engagée », Ed. Casbah 2015, préfacé alors par Ali Haroun et postfacé par Jacques Vergès déjà présenté dans Médiatic) au parcours lui-même fait d'engagement de combats pour la liberté des autres.

Les dix femmes se racontent et racontent leur bout(s) de vie où se mêlent de la tragédie, mais aussi de l'humour et beaucoup d'humanité. Elles ont réussi à échapper (alors que beaucoup d'autres ont « péri » dans le champ de bataille) à l'ignorance, à l'ignominie, à l'intolérance, au fanatisme religieux, à l'autoritarisme intransigeant et injuste, à la crainte des hommes (le père, le frère, le parent, le voisin... l'autre dont, parfois, la mère...)...

Dix récits, dix expériences toutes douloureuses mais, heureusement, toutes ayant « bien » fini. Avec, certes, en cours de route, des dégâts et laissant des traces, ne serait-ce que psychiquement... Comme l'algèbre qui permet de délimiter le problème mais non de le résoudre, si les résultats ont été positifs concernant l'aide aux victimes, ceux de l'égalité des sexes et, surtout la prévention du machisme et des actes de violence restent encore bien mitigés.

L'Auteure : *Née en juillet 1934 à Paris, ayant vécu de 1940 à 1952 à New York. Avocate en 1956 à Paris, elle se consacre à la défense des*

Un drame évité de justesse à Chehaïria (Bethioua) Des inconnus sabotent des conduites de gaz et s'emparent du cuivre

K. Assia

Un drame a été évité mardi de justesse après que des inconnus aient vandalisé des conduites de gaz au niveau de la cité 50 logements dans le village de Chehaïria relevant de la daïra de Bethioua. Il s'agit, selon Mme Felahi Fatima, responsable de la communication à sonelgaz Es-Sénia d'un acte d'agression sur le réseau gazier de sorte que ces individus ont volé les canalisations en cuivre situées dans les bâtiments engendrant ainsi d'importantes fuites de gaz. Un véritable danger pour les habitants. Aussitôt alertées, des équipes spécialisées dans le domaine du gaz de Sonelgaz Es-Sénia se sont déplacées sur les lieux où ils ont coupé carrément l'alimentation, une mesure préventive initiée afin d'écarter tout danger et sécuriser ainsi la population. Une fois la situation maîtrisée, des équipes chargées de la réalisation ont procédé au raccordement des foyers en question.

Ainsi et depuis le début de l'année, la direction de Sonelgaz Es-Sénia qui couvre 24 communes de la wilaya a recensé 14 actes d'agression sur le réseau gazier et 34 actes sur le réseau électrique. Des actes qui occasionnent chaque année des pertes considérables au

groupe Sonelgaz et d'énormes préjudices aux abonnés et ce en dépit des campagnes de sensibilisation et d'information lancées pour éviter de tels incidents. En 2024, la direction de Sonelgaz Es-Sénia a enregistré 78 cas d'agression sur le réseau électrique et 30 autres cas sur le réseau gazier ce qui a entraîné des perturbations et des pannes fréquentes de courant. Dans ce registre, elle appelle les citoyens à faire preuve de responsabilité et de vigilance, et à signaler immédiatement toute attaque ou tentative de sabotage visant le réseau énergétique, afin de préserver la sécurité de tous et d'assurer la continuité du service public.

Notons que pas moins de 11.090 opérations d'entretien ont été effectuées, en 2024, par la direction de Sonelgaz Es-Sénia. Ces opérations menées par les équipes techniques chargées du réseau électrique ont permis de changer les chaînes de distribution, le renforcement des réseaux des ponts et les réseaux de haute tension, le nettoyage des isolants et aussi de rééquilibrer d'autres systèmes pour éviter les coupures et autres désagréments. Ce programme pour lequel tous les moyens ont été mobilisés a permis l'entretien de 1.032 postes transformateurs électriques répartis à travers les 24 communes

que chapeaute Sonelgaz Es-Sénia. Ceci a aussi permis de renforcer 1.649 km de réseau énergétique dont 918,2 km de réseau de moyenne tension et 731,407 km de réseau basse tension. Sur ce, les équipes techniques ont fait appel à des techniques modernes afin d'identifier les points faibles au niveau des réseaux et d'y remédier via l'entretien en adoptant le système de «thermovision». Le bilan fait état de 2.254 opérations de thermovision lancées durant toute cette période.

D'autre part et pour sécuriser les réseaux à travers les différentes circonscriptions, un projet de réalisation de trois postes transformateurs énergétiques de haute tension est lancé dans les localités de Oued Tlélat, Ain El Beïda et le pôle urbain Ahmed Zabana. Un quatrième a été réceptionné à Misserghine. Ces projets vont nettement contribuer à augmenter la qualité de la prestation de service dans la partie ouest et sud de la wilaya. Ils auront un impact considérable dans l'amélioration du cadre de vie des habitants, notamment ceux du pôle urbain Ahmed Zabana qui accueille quelque 50.000 habitants. Idem pour les quartiers relevant de la daïra d'Es-Sénia et Ain El Beïda, Misserghine, Boutlélis, Bouyakour, Brédéah, Oued Tlélat et Tafraoui.

Pour l'achèvement des travaux d'une passerelle Déviation de la circulation au niveau du 4^e périphérique

La circulation a été déviée, à partir d'hier (mercredi), au niveau du quatrième périphérique (Sidi Maarouf) reliant la zone de Sidi Maarouf au quartier El Yasmine dans la commune de Bir El Djir (Oran), afin de permettre l'achèvement de la mise en place d'une passerelle, ont indiqué, mardi, les services de la wilaya.

Selon les mêmes services, «dans le cadre de l'achèvement des travaux de réalisation d'une passerelle en-

jambant le quatrième périphérique (Sidi Maarouf), reliant la zone de Sidi Maarouf au quartier El Yasmine à Bir El Djir, la circulation sera déviée vers les voies latérales de la route, et ce de minuit jusqu'à cinq heures du matin», a-t-on précisé de même source. Dans le même contexte, la circulation des usagers en provenance de Misserghine vers le rond-point de Kristel, en direction de Sidi Maarouf, sera déviée via l'échangeur du chemin de wilaya

46 (CW46) en direction de Hassi Bounif, leur permettant ainsi de rejoindre différents axes, dont le cinquième périphérique. Quant aux usagers venant du rond-point Kristel vers Misserghine, ils seront déviés vers l'entrée du quartier El Yasmine, en passant par le rond-point appelé «Dubai», pour être ensuite orientés vers différentes directions, y compris le quatrième périphérique, a souligné la même source dans le communiqué.

Algérie Télécom Sept zones industrielles raccordées au réseau de fibre optique

Sept zones industrielles de la wilaya d'Oran ont été raccordées au réseau de fibre optique, dans le but de fournir toutes les conditions nécessaires aux investisseurs, a indiqué dernièrement la directrice de la Poste et des Télécommunications. Il s'agit des zones industrielles d'Es-Sénia (1, 2 et 3), d'Arzew, de Bethioua, de Hassi Ameur et de Tafraoui, a précisé la même responsable à l'APS, soulignant qu'une «série de réunions a été tenue avec les services d'Algérie Télécom et la direction de l'Industrie et des Mines, dans le cadre des orientations du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, visant à créer toutes les conditions favorables aux investisseurs».

Par ailleurs, dans le cadre de la modernisation du réseau de télécommunications et afin d'assurer une offre internet à très haut débit, l'entreprise Algérie Télécom a raccordé plus de 66.000 logements au réseau de fibre optique jusqu'au domicile (FTTH), dont 50.000 logements au pôle urbain «Chahid Ahmed Zabana», dans la commune de Misserghine, 8.000 loge-

ments au pôle urbain de Belgaid, à Bir El Djir, et 8.000 autres à Oued Tlélat, permettant un débit internet allant jusqu'à 1,2 Go, extensible à la demande des clients, a-t-on précisé. La direction opérationnelle d'Algérie Télécom à Oran continuera, au cours de l'année en cours, de raccorder les quartiers et les pôles résidentiels au réseau de fibre optique jusqu'au domicile, ainsi que de moderniser et de mettre à jour les réseaux en transférant les clients de l'ancien réseau internet (ADSL) vers le réseau de fibre optique jusqu'au domicile, selon la même source. Le nombre d'abonnés dans la wilaya d'Oran au réseau de téléphone (ADSL+ligne fixe) a atteint, à la fin de l'année écoulée, 150.482 abonnés, tandis que le nombre d'abonnés au réseau de fibre optique jusqu'au domicile a atteint 89.568 abonnés.

Concernant la couverture téléphonique des zones reculées, la directrice locale de la Poste et des Télécommunications a souligné que le problème de l'isolement de ces zones a été définitivement ré-

solu, la dernière étant la zone de Sidi Ghanem, où des antennes relais ont été installées pour les opérateurs de téléphonie mobile, ainsi qu'une station 4G d'Algérie Télécom. Par ailleurs, plus de 10.700 abonnés de la wilaya d'Oran ont été transférés du réseau internet ADSL vers le réseau de fibre optique jusqu'au domicile FTTH, en 2024, a indiqué dernièrement la direction opérationnelle locale d'Algérie Télécom.

Grâce à cette opération, qui a touché plusieurs quartiers et pôles urbains dans différentes communes de la wilaya, les clients bénéficient d'une connexion internet avec un débit de 1,2 Go, pouvant être augmenté selon les besoins.

ILS NOUS ONT QUITTES... HIER

Ali Chetif Raounak, 18 mois, Mascara
Biskri Brahim, 51 ans, Haï Zitoune
Farh Amar, 51 ans, Belgaid
Snoussi Ahmed, 88 ans, Sidi El Bachir

Horaires des prières pour Oran et ses environs

| 04 rabie el aouel 1447 | | | | |
|------------------------|---------------|----------------|------------------|---------------|
| El Fedjr 05h02 | Dohr 13h05 | Assar 16h46 | Maghreb 19h42 | Icha 21h03 |

Pour organisation de traversées clandestines 15 individus arrêtés



K. Assia

15 individus impliqués dans une affaire d'organisation de traversées clandestines et mise en danger de la vie d'autrui et aussi celle de mineurs ont été arrêtés par les éléments de la brigade de lutte contre l'émigration clandestine relevant de la première circonscription de la police judiciaire de la sûreté d'Oran. En effet, l'exploitation des informations indiquant que des candidats à l'émigration clandesti-

ne s'apprêtaient à prendre le large a permis aux enquêteurs de mettre en échec les plans de ce réseau qui consistaient à organiser des traversées clandestines par mer moyennant d'importantes sommes d'argent. Ainsi, 15 individus ont été appréhendés après qu'un plan de surveillance a été mis en place et une somme en devises de 4.800 euros a été récupérée à l'issue de cette opération. Ils seront présentés au tribunal une fois les recherches ficelées.

Opération douanes-ANP Plus de 16 kg de kif saisis et six individus arrêtés

K. A.

Les éléments de la brigade mobile des douanes relevant de l'inspection divisionnaire des douanes Oran extérieur sont parvenus en collaboration avec les éléments de l'ANP de la 2^{ème} Région militaire à avorter une tentative de mise sur le marché de stupéfiants. En effet, une quantité de 16,475 kg de kif traité, 103 gr de cocaïne, 45 comprimés psychotropes de marque Pregabaline 300 mg et un

montant de 577 millions de centimes ont été saisis à l'issue de cette opération qui entre dans le cadre de la lutte contre le crime organisé et la contrebande. Un contrôle routier a permis aux douaniers et aux services de l'ANP d'intercepter cinq véhicules touristiques dont la fouille s'est révélée fructueuse. Six individus ont été arrêtés et remis aux services de sécurité pour le complément de l'enquête. Ils seront présentés au tribunal une fois les investigations ficelées.

Lutte contre le commerce des stupéfiants 4 individus arrêtés et des psychotropes saisis

K. A.

Agissant sur la base d'informations, les éléments de la 1^{ère} circonscription de la police judiciaire de la sûreté d'Oran ont arrêté quatre individus pour détention de drogue dure et de produits psychotropes.

Cette opération a donné lieu à la saisie de 60 capsules de marque Pregabaline 300 mg, 4 comprimés de drogue dure Ecstasy, plus de 5 millions de dinars, 3 véhicules et deux motos utilisés dans le transport. Ils seront présentés au tribunal de Fellaoucene après enquête.

Es-Sénia et Boutlélis Deux morts dans des accidents de la route

K. A.

Deux individus sont décédés avant-hier dans des accidents de la circulation. Le premier âgé de 59 ans est mort après avoir été percuté par un train à proximité de

la voie ferrée dans la commune d'Es-Sénia. Le drame a eu lieu aux environs de 16h15, selon la protection civile, de sorte que la victime a rendu l'âme sur place.

La dépouille a été déposée à la morgue de l'EHU. Le second accident de la route a eu lieu aux environs de 18h40 lorsqu'un individu a été percuté par un véhicule à hauteur de Haï Hachem dans la commune de Boutlélis. Les éléments de la protection civile ont déposé le corps sans vie à la morgue et une enquête a été ouverte pour connaître les circonstances à l'origine de ce drame.

Sidi Bel-Abbes

Des descentes de police de grande envergure



Les services de la Sûreté de wilaya de Sidi Bel-Abbes ont mené des descentes de police ayant touché la majorité des quartiers, communes et daïras de la wilaya.

Ces opérations ont mobilisé un important dispositif humain et logistique, avec pour objectif principal d'assurer la sécurité des citoyens et la protection de leurs biens, de jour comme de nuit, a indiqué, mardi, la cellule de communication de ce corps de sécuri-

té. Selon la même source, ces interventions coïncident avec la saison estivale, caractérisée par une forte présence des familles dans les espaces publics jusque tard dans la nuit, ce qui exige un redoublement d'efforts pour prévenir les actes criminels.

Les unités opérationnelles de la police nationale sont descendues dans les rues et les quartiers sensibles, surprenant les personnes suspectes, dont les cas ont été examinés. Les individus recherchés ont

été conduits vers les commissariats les plus proches afin que les mesures légales soient prises.

Les descentes ont abouti à l'interpellation de 808 personnes pour vérification de leur situation, parmi lesquelles 225 étaient recherchées par les autorités judiciaires. En outre, des quantités de drogue et de comprimés psychotropes ont été saisies chez 122 individus, tandis que 26 personnes en possession d'armes blanches ont été arrêtées, selon la même source.

Aïn-Temouchent

Vers l'ouverture et l'aménagement de plus de 50 km de pistes forestières

La Conservation des forêts de la wilaya d'Aïn Témouchent s'apprête à lancer des projets de développement visant l'ouverture et l'aménagement de 54 kilomètres de pistes forestières, a-t-on appris, mercredi, du conservateur des forêts de la wilaya, Tayeb Amari.

Cette opération, inscrite dans le cadre du programme sectoriel de développement pour l'année en cours, concerne plusieurs massifs forestiers situés à travers la wilaya, notamment les forêts de Sassel dans la commune d'El-Messaâid, Camirata et El-Alaïlia dans la com-

mune de Béni-Saf, ainsi que les forêts d'Aïn Larbaâ, a précisé le même responsable.

Les projets d'ouverture et d'aménagement de pistes forestières revêtent une importance particulière dans la lutte contre les incendies de forêts, car ils facilitent l'accès des agents des forêts et de la Protection civile aux zones boisées, permettant ainsi une intervention rapide en cas de sinistre, a-t-il encore expliqué.

Ces pistes contribuent également à améliorer les conditions de lutte contre le braconnage, à

faciliter la mise en œuvre de projets forestiers tels que le reboisement, et à stimuler la dynamique touristique dans les zones forestières devenues une destination prisée de nombreux clubs touristiques et associations environnementales, a ajouté M. Amari.

La wilaya d'Aïn-Temouchent compte 406 kilomètres de pistes forestières, réparties sur l'ensemble de son domaine sylvicole.

Ce réseau est appelé à s'élargir grâce aux projets, en cours de planification, a-t-on souligné de même source.

Tissemsilt

De nouvelles infrastructures scolaires à la prochaine rentrée

Le secteur de l'éducation nationale dans la wilaya de Tissemsilt sera renforcé par plusieurs nouvelles infrastructures, à l'occasion de la rentrée scolaire 2025-2026, dans le but d'améliorer les conditions de scolarisation et d'accompagner l'évolution du système éducatif à tous les niveaux, a-t-on appris du directeur des Equipements publics de la wilaya, Mohamed Abdelghani Boudjemaa.

M. Boudjemaa a précisé que le secteur prévoit la réception de six écoles primaires lors de cette rentrée, après la finalisation des travaux de construction et d'équipement de ces établissements.

Ces écoles sont situées dans la commune de Tissemsilt, dans les quartiers des 400 logements, 500

logements, 1184 logements et 2000 logements, a-t-il fait savoir.

Des extensions de classes seront également réceptionnées dans plusieurs écoles primaires afin d'alléger la pression dans les communes de Tissemsilt, Theniet El-Had, Ouled-Bessam, Beni-Chaib et Lardjem.

Par ailleurs, de nouvelles cantines scolaires seront également opérationnelles dans les communes de Tissemsilt, El-Ayoune, Lardjem et Bordj-Bounâama, en offrant des repas chauds aux élèves du cycle primaire de ces collectivités, a indiqué la même source.

Concernant les cycles moyen et secondaire, le secteur sera renforcé par deux nouveaux collèges (CEM) à Tissemsilt, situés dans les

quartiers des 1184 logements et des 2000 logements, ainsi que par une demi-pension dans un CEM à Bordj Bounaama, et par une salle de sport au lycée Mohamed Bellal dans la commune de Tissemsilt, a ajouté le même responsable.

Il a également indiqué que ces nouvelles infrastructures contribueront à améliorer les conditions de scolarisation des élèves dans la wilaya.

A noter que lors de la rentrée de septembre 2024, le secteur de l'éducation dans la wilaya avait été renforcé par trois écoles primaires, un lycée et deux collèges.

En outre, plus de 80 établissements scolaires, tous niveaux confondus, avaient été rénovés à travers le territoire de la wilaya.

Quatre marchés de proximité pour la vente des fournitures scolaires

Quatre espaces commerciaux ont été réservés par les services du Commerce de la wilaya de Tissemsilt pour la vente de fournitures scolaires, en prévision de la rentrée scolaire 2025-2026, a-t-on appris, mercredi, du directeur du Commerce de la wilaya.

M. Djamel Zouaïmia, a précisé à l'APS que ces nouveaux espaces seront ouverts à partir du 1er septembre, notamment dans la ville de Tissemsilt, où un grand chapiteau sera installé au niveau du quartier

El-Merdja, ainsi que dans les communes de Bordj-Bounaama et Theniet El Had.

L'initiative verra la participation de grossistes et détaillants spécialisés dans le domaine librairie-papeterie, ainsi que des artisans.

M. Zouaïmia a, en outre, souligné que cette initiative s'inscrit dans le cadre des efforts de la direction du commerce visant à réguler le marché et à faciliter l'acquisition des fournitures scolaires à des prix abordables. Ces marchés

proposeront également des vêtements et des chaussures pour enfants, avec un contrôle strict de la qualité des produits et l'application de prix compétitifs adaptés au pouvoir d'achat des citoyens.

Il a également souligné que des équipes de suivi et de supervision seront mobilisées dans ces espaces de vente afin d'assurer le bon déroulement de l'opération, permettant aux parents d'acquiescer les besoins scolaires de leurs enfants en toute sérénité.

Relizane

140 paramédicaux en renfort

Le secteur de la santé de la wilaya de Relizane a été renforcé par 146 agents paramédicaux en santé publique, en vue d'améliorer la prise en charge sanitaire au niveau des différentes structures de santé de la wilaya, a-t-on appris, mercredi, de la direction locale de la santé et de la population (DSP).

Noureddine Aouad, chef du service des ressources humaines et de la planification, a précisé que les procédures d'affectation de ces nouveaux agents, diplômés des différents instituts nationaux de formation paramédicale, ont été récemment finalisées. Ils ont été déployés aux hôpitaux et établissements de santé de proximité de la wilaya, en fonction des besoins de chaque structure.

Ces nouvelles ressources humaines comprennent, notamment, des

sages-femmes de santé publique, des infirmiers de santé publique, des techniciens en imagerie médicale (IRM), des techniciens de laboratoire, ainsi que des préparateurs en pharmacie, a-t-il fait savoir.

Le personnel paramédical comprend également des agents spécialistes en hygiène publique, en rééducation fonctionnelle et physiothérapie, des diététiciens en santé publique, ainsi que des aides médico-sociales, a indiqué la même source.

Ce renfort conséquent en personnel paramédical permettra de combler le déficit en matière de couverture médicale, notamment au niveau des salles de soins, des polycliniques et des centres de santé répartis à travers les 38 communes de la wilaya, a souligné M. Aouad.

Mascara

Les services numériques offerts par Sonelgaz suscitent l'intérêt



La journée portes ouvertes sur les services numériques proposés par l'entreprise Sonelgaz, organisée mardi au centre-ville de Mascara, a connu une grande affluence de visiteurs venus aussi bien du chef-lieu de la wilaya que des communes avoisinantes pour découvrir de près ces services, a-t-on constaté. L'événement a enregistré une forte participation du public, très intéressé par les stands exposant les différents services numériques proposés par Sonelgaz à ses clients. Cette initiative s'inscrit dans le cadre du programme de la Direction générale de l'entreprise visant à améliorer la qualité du service public, indique-t-on.

A ce propos, Mohamed, originaire de Mascara, a salué l'organisation de ce type de manifestations qui permettent de se familiariser

avec les nouveaux services numériques proposés par Sonelgaz.

L'événement, organisé sur une journée, a permis de présenter en détail les nouveaux services numériques, notamment le paiement des factures d'électricité et de gaz via l'application "BaridiMob", qui permet aux clients de régler leurs factures facilement et en toute sécurité depuis leurs smartphones, ainsi que les paiements numériques par carte bancaire ou carte "Edahabia".

Latifa Abdelwahab, chargée de communication à la direction de Sonelgaz à Mascara, a indiqué à l'APS que l'entreprise poursuivra l'organisation de journées portes ouvertes sur ses services numériques dans les différentes communes de la wilaya, dans le but de renforcer la sensibilisation de ses clients dans la région.

Quatre ans de prison pour trafic de drogue

Mohamed Belkecir

Une peine de quatre années d'emprisonnement et une amende de 500.000 da ont été infligées par le tribunal de Mascara à un individu qui revendait kif et psychotropes dans un quar-

tier dont les habitants se sont plaints aux services de sécurité. En perquisitionnant le domicile du suspect, les policiers ont découvert des capsules de psychotropes et du kif en plus d'un cou-teau et des ciseaux servant à l'activité du mis en cause.

Six blessés dans deux accidents de la route

La protection civile est intervenue dans un accident de la circulation pour secourir trois blessés, dont deux graves, âgés de 14 à 72 ans qui ont été évacués aux urgences. Le sinistre s'est produit, mardi, à 12 h 30, quand un véhicule léger qui roulait sur la RN 6 a dérapé près de Mascara et s'est retrouvé

dans un fossé. Dans la nuit de mardi à mercredi, une collision entre deux voitures à hauteur de la bourgade de Ouled Khamsa, sur la RN 91, a fait trois blessés dont deux graves âgés de 18 à 49 ans transportés aux urgences par la protection civile.

Mohamed Belkecir

REPUBLIQUE ALGERIENNE DEMOCRATIQUE ET POPULAIRE
MINISTERE DE LA SANTE
DIRECTION DE LA SANTE DE LA WILAYA DE RELIZANE
ETABLISSEMENT PUBLIC HOSPITALIER DE OUED-RHIOU
NUMERO D'IMMATRICULATION FISCAL: 098148025015234

AVIS D'APPEL D'OFFRE NATIONAL OUVERT AVEC EXIGENCES
DES CAPACITES MINIMALES N°01/2025

L'établissement public hospitalier d'Oued-Rhiou lance un avis d'appel d'offres des capacités minimales avec exigences des capacités minimales pour la fourniture des produits d'hémodialyse pour l'année 2025 séparé en deux lots :

Lot N° 01 : Médicaments

Lot n° 02 : Abords parentéraux

Les soumissionnaires intéressés par le présent avis peuvent retirer le cahier de charges auprès du bureau des marchés OU du site de la page officielle de l'EPH de Oued-Rhiou,

Les offres doivent comporter un dossier de candidature, une offre technique et une offre financière Conformément aux articles 13, 14 et 67 du décret présidentiel n° 15-247 du 16 septembre 2015, portant réglementation des marchés publics et délégations du service public et l'article 33, 37 et 38 de la loi N°23-12 du : 05 Aout 2023 fixant les règles générales relatives aux marchés publics.

Le dossier de candidature, l'offre technique et l'offre financière sont insérés dans des enveloppes séparées et cachetées, indiquant la dénomination de l'entreprise, la référence et l'objet de l'appel d'offres ainsi que la mention :

« Dossier de candidature », « offre technique » ou « offre financière », selon le cas.

Ces enveloppes sont mises dans une autre enveloppe cachetée et anonyme, comportant la mention

« a n'ouvrir que par la commission d'ouverture des plis et d'évaluation des offres - appel d'offres N° 01/2025 ayant pour objet la fourniture des produits d'hémodialyse »

Lot N° 01 : Médicaments

Lot n° 02 : Abords parentéraux

1- Le dossier de candidature :

- Une déclaration de candidature
 - une déclaration de probité
 - les statuts pour les sociétés ;
 - les documents relatifs aux pouvoirs habilitant les personnes engagées l'entreprise ;
 - Liste des moyens humains et matériels.
 - les documents permettant d'évaluer les capacités des candidats, des soumissionnaires :
- a/ Capacités professionnelles :
- 1- Registre de commerce
 - 2- l'agrément de ministère de L'industrie pharmaceutique
 - 3- Certificat de qualité.
- b/ Capacités financières : moyens financiers justifiés par les bilans et les références bancaires des trois dernières années.
- c/ Capacités techniques : références professionnelles. (Attestations de bonne exécution)

2- L'offre technique contient :

- Une déclaration à souscrire ; selon le model annexe au cahier des charges
- les documents permettant d'évaluer l'offre technique :
 - un mémoire technique justificatif
 - caractéristiques des produits selon RCP
 - Références professionnelles (Attestations de bonne exécution).
 - Délai de livraison
- le cahier des charges portant la dernière page, la mention manuscrite ' lu et accepté.

3 - L'offre financière contient :

- la lettre de soumission ; selon le model annexe au cahier des charges
- le bordereau des prix unitaires (BPU) ;
- le détail quantitatif et estimatif (DQE) ;

La durée de préparation des offres est fixée de quinze (15) jours à compter de la première parution du présent avis d'appel d'offres dans les journaux et le BOMOP.

Les soumissionnaires déposeront les offres auprès de la direction de l'établissement public hospitalier d' Oued Rhiou (bureau de secrétariat). La date de dépôt des offres est fixée le quinzième (15) jour à 13H00 heures.

Si le jour de dépôt des offres est coïncidé avec un jour férié ou un jour de repos, le délai de dépôt des offre est prorogé jusqu'au le jour ouvrable suivant.

Les soumissionnaires resteront engagés par leurs offres pendant une durée de quatre vingt dix (90) jours à compter de la date d'ouverture des offres.

L'ouverture des offres techniques et financières se fait en séance publique à la date de dépôt des offres à quatorze heures (14 :00) au siège de l'établissement public hospitalier d' Oued Rhiou, les soumissionnaires sont invités à y assiste, si ce jour coïncide avec un jour férié ou un jour de repos légal la durée de préparation des offres est prolongée jusqu'au jour ouvrable suivant.

FAIT A OUED RHIOU LE :
Le Directeur

ANEP N° 2531011959 Le Quotidien d'Oran 28/08/2025

REPUBLIQUE ALGERIENNE DEMOCRATIQUE ET POPULAIRE

Ministère de la formation et de l'enseignement professionnels

Direction de la formation et de l'enseignement professionnels

DE LA WILAYA DE NAAMA

415023000045042:(N.I.F.)

MISE EN DEMEURE N°01

Monsieur MZI ABDERRAHMANE entreprise de travaux de bâtiment en tout corps d'état sis a boulevard 1^{er} novembre djenienne bourezg wilaya de naama , est mise en demeure sous huitaine, de relancer et d'accélérer la cadence des travaux du lot N° 09 locaux techniques objet du marché N°001/2025 du 25/03/2025,entrant dans le cadre de l'opération de Suivi, réalisation, équipement en mobilier scolaire, services communs et parc-auto d'un institut national spécialisé de la formation professionnelle (INSFP) 300 PF/120 lits Ain Sefra.

En renforçant le chantier en moyen humains et matériels.

Faute de quoi , des mesures correctives prévues par la règlementations seront prises a l'encontre de votre entreprise.

ANEP N° 2531011954 Le Quotidien d'Oran 28/08/2025

REPUBLIQUE ALGERIENNE DEMOCRATIQUE ET POPULAIRE

WILAYA DE SAIDA

DAIRA DE AIN EL-HADJAR

COMMUNE DE SIDI AHMED

AVIS D'INFRACTUOSITE DE L'APPEL D'OFFRE OUVERT AVEC EXIGENCE MINIMALE N°22-2025

NIS : 096220129027627

En l'application de l'article 65 du décret présidentiel 15-247 du 16/09/2015, portant réglementation des marchés publics et des délégations de service public

Le Président de l'assemblée populaire communale de Sidi Ahmed. Informe l'ensemble des soumissionnaires ayant participé à l'avis d'appel d'offres ouvert avec exigence minimale n°22/2025 paru dans le quotidien en langue arabe (الجمهوريّة) de la date 31/07/2025 relatif au projet :

ACQUISITION ET INSTALLATION DE VINGT (20) CITERNES A GAZ PROPANE

- Vu la réunion de la commission communale d'ouverture des plis et évaluation des offres en date du : 10/08/2025

Que l'attribution provisoire des marchés s'est faite comme suit : suivantes :

| N° | OPERATION | FOURNISSEUR R NMFISCALE | MANTANT D'Offre APRES LA CORRECTION | La note d'offre technique | OBSERVATION |
|----|--|---|---|------------------------------|-------------|
| 01 | ACQUISITION ET INSTALLATION DE VINGT (20) CITERNES A GAZ PROPANE | L'appel d'offres est déclaré infructueux En l'application de l'article 40 du décret présidentiel 15-247 du 16/09/2015, portant réglementation des marchés publics et des délégations de service public ,dépassement de autorisation financière du projet | | | |

Les entreprises concernés par cette opération peuvent adresser leurs recours à la commission des marchés publics dans Un délai de dix 10 jours à compter de la date de la parution de cet avis dans la presse nationale et le BOMOP conformément à l'article 82 du décret présidentiel 15-247 du 16/09/2015 ,portant réglementation des marchés publics et des délégations de service public.

SIDI AHMED LE :

LE PRESIDENT DE L'APC

ANEP N° 2531011965 Le Quotidien d'Oran 28/08/2025

REPUBLIQUE ALGERIENNE DEMOCRATIQUE ET POPULAIRE

WILAYA D'EL-BAYADH

DAIRA DE BOUSSEMGHOUN

COMMUNE DE BOUSSEMGHOUN

IDENTIFICATION FISCAL : 095832139000139

Avis d'appel d'offres ouvert avec exigences de capacités minimales N° 06/2025

Conformément à la disposition de l'article 38 - 39 du la loi N°23-12 du 5 aout 2023 fixant les règles générales relatives aux marchés publics et l'article 40 - 44 de décret présidentiel N°15/247 du 16/09/2015 portant réglementation des marchés publics et des délégations de service public. Le Président de L'APC de BOUSSEMGHOUN lance un avis d'appel d'offres ouvert avec exigences de capacités minimales N° 06/2025 pour réaliser l'opération suivante :

Intitulé : **Réhabilitation du CC reliant BOUSSEMGHOUN - N'KHEILA**

Objet :

Lot 01 : Réalisation de Quatre Dalots au Pk0+160, Pk0+950, Pk2+500 et Pk6+100 y/c suppression des points noirs du Pk 0+000 au Pk7+000 sur CC reliant BOUSSEMGHOUN- N'KHEILA

Lot 02 : Réalisation de Deux Dalots au Pk9+000 et Pk11+350 y/c suppression des points noirs du Pk 7+000 au Pk12+000 sur CC reliant BOUSSEMGHOUN- N'KHEILA

Lot 03 : Réalisation de Trois Dalots au Pk13+200 et Pk14+300 et Pk15+200 y/c suppression des points noirs du Pk12+000 au Pk17+000 sur CC reliant BOUSSEMGHOUN- N'KHEILA

CONDITIONS DE PARTICIPATION:

Sont admis à soumissionner pour la réalisation des prestations faisant l'objet du présent cahier des charges, les entreprises qualifiées : Dans le secteur des travaux publics activité principale de catégorie cinq (5) ou plus.

Une attestation de bonne exécution pour des travaux similaires (Dalot ; Ouvrage d'art).

Ayant un bilan financier moyen des 03 dernières années de 100 000 000,00 DA et plus.

Ne sont pas admises à soumissionner, les personnes physiques ou morales qui sont exclues temporairement ou définitivement de la participation aux marchés publics.

Intéressés par le présent avis, peuvent retirer le cahier des charges auprès bureau des marchés contre paiement d'une somme de : 8.000,00 DA. les soumissionnaires présentant leur offre scindée en une offre de candidature, une offre technique et une offre financière dont le contenu est décrite ci-après :

- **Le dossier de candidature** : l'enveloppe de dossier de candidature contiendra :

- une déclaration de candidature
- une déclaration de probité
- les statuts pour les sociétés
- Certificat de qualification et classification professionnelle dûment travaux public de catégorie cinq (5) ou plus.
- Les bilans financiers de l'entreprise des trois (03) dernières dûment approuvés (Service des impôts, audit ou valides par un commissaire aux comptes).
- Registre de commerce approuvé par la CNRC sauf pour les groupements.
- Extrait de rôle en cours de validité apuré ou échelonné.
- Mise à jour CNAS-CASNOS-CACOBAPTH
- Casier judiciaire du gérant de l'entreprise
- Attestation des comptes sociaux, pour les personnes morales (sociétés)
- Le numéro d'identification (NIF)-(NIS)-(C20).
- Moyens humains doit être justifiés par diplôme et la DAS 2024 ou affiliation par la CNAS.
- Moyens matériels, appuyés par des cartes grises et assurance et scanner en cours de validité pour le matériel roulant, ou PV de constat de l'huissier de justice de l'année courante pour autres matériels.
- Références professionnelles de l'entreprise; appuyée par des attestations de bonne exécution similaire.
- Attestation de visite de lieux remplie et signée.

- **Offre technique** : l'enveloppe technique contiendra :

- La déclaration à souscrire signée par le soumissionnaire.
- Toutes les pièces justifiant la capacité technique et financière. L'expérience dans les marchés similaires, les moyens et le plan de charge de l'entreprise.
- le planning d'exécution des travaux, signé et paraphé
- le cahier des charges signé par le soumissionnaire portant à la dernière page, l'attestation manuscrite d'acceptation.
- Mémoire technique
- **Offre Financière** : l'enveloppe financière contiendra
- La lettre de soumission dûment signée.
- Le bordereau de prix unitaires (BPU).
- Le devis quantitatif et estimatif (DQE).
- la décomposition du prix global et forfaitaire (DPGF).

Le soumissionnaire devra soigneusement examiner toutes les instructions conditions, modèles, termes, spécifications et plans figurant au dossier de la soumission. Conformément aux dispositions de l'article 06 de la présente instruction, les soumissionnaires qui ne répondraient pas aux conditions arrêtées dans le dossier de soumission seront écartés.

Le dépôt des offres sera au niveau du bureau du Commission de L'Ouverture et l'Evolution des Filis de L'APC de BOUSSEMGHOUN est fixé en un seul jour qui correspond le dernier jour de la durée de préparation des offres A partir de 09H30 La durée de préparation des offres est fixée à 15 jours à partir de la première publication du présent avis dans les quotidiens nationaux ou le BOMOP L'ouverture des plis se fera le même jour à 10:00 en séance publique, si ce jour coïncide avec un jour férié ou un jour de repos légal, la durée de préparation des offres est prolongée jusqu'au jour ouvrable suivant, les candidats resteront engagés par leurs offres pendant une durée de 90 jours de la date d'ouverture des plis.

Remarque : les cahiers des charges sont retirés conformément aux dispositions de l'article 63 de décret présidentiel n°15/247 du 16/09/2015 portant réglementation des marchés publics et des délégations de service public par l'entrepreneur ou son mandataire désignée cas de grément le retrait est par l'agent ou son représentant en tant qu'une procuration d'être par un notaire .

BOUSSEMGHOUN LE :25/08/2025

LE APC

ANEP N° 2531011955 Le Quotidien d'Oran 28/08/2025

APARTEMENTS

■ La Résidence 'El-Himma' vous propose 23 apparts F4, 115/145 m² et F3, 92 m², équipés de luxe, au front de route à côté daïra d'Oran et mosquée Ibn Badis. Cité Djamel 7 étages, ascenseur, parking s/sol ou stationnement à l'extérieur.-Tel : 0660.37.41.32 - 0542.68.15.04

■ A vendre des F4 140 m² de luxe, 5e et 6e étages, ascenseur immeuble de 7 étages, 2 par palier à Fernand-ville, à côté Mosquée 'El Kods' - Tél : 0775.10.76.28

■ Loue gd appart, 75 m², F2, sdb, cuis, gd hall, situé ds une villa à El Morchid, entrée indépendante pour couple sérieux avec livret de famille. Courtier s'abstenir - Tel : 0553.07.99.29

VILLAS

■ Vds M. de Maître, R+1, 16m de façade, sup 300 m² : Rdc 1 gd sal, 4 pces, aérés, garage + 1 cour avec une pièce / 1^{er} piliers, entourage, actée + L/F, à l'entrée de Hassi Bounif, Oran. Prix après visite -Tel : 0696.04.93.23 - 0542.84.28.72

PENSÉE

A la mémoire d'un père exceptionnel sage et juste :

Hadj CHEIKH

Nouredine

Cela fait déjà 4 ans, le 29 août 2021 depuis que tu nous as quittés pour un monde meilleur, laissant derrière toi un grand vide et une profonde cicatrice, des souvenirs mémorables, que nul ne pourra combler. Ta gentillesse, ta bonté, ta générosité n'avaient pas cessé de nous surprendre. Tu es toujours présent dans nos pensées. Nous demandons à tous ceux qui l'ont connu et aimé d'avoir une grande pensée en sa mémoire. Tu nous manques très fort cher père

Ta fille Khedidja ton épouse et tes enfants



■ A vendre Haouch colonial à Hassi Ameur-village, w. Oran, sup 905 m², 3 pièces, cuisine, sdb + 2 hangars + puits. Acté plus livret foncier - Tél : 0774.09.20.78- 0797.46.23.13

■ Urgent : vd villa, actée 226 m², 2 façades, c/v de Terga, 45 min d'Oran. Prix 1.4 neg. et à louer appart Canastel, 3^{ème} étage, 5U/ mois, 10 mois d'avance - Tél : 0657.27.53.56

PENSÉE

A notre

bien-aimé

Ahmed

ZEGHID,

décédé le 29 août 2019

Malgré les jours qui passent,

nous ne t'avons pas oublié cher

Ba el hadj ; tu es toujours dans

nos cœurs. Allah yerahmak.

Fatiha ta fille et ses enfants

Fatiha ZEGHID



Face au surtourisme

Paris veut moins d'autocars

Au pied de la butte Montmartre à Paris, des dizaines d'autocars déposent et récupèrent leurs flots de touristes, souvent en double file. «Une invasion» selon des riverains, et des nuisances qui alarment la mairie.



Un car stationne sur un passage piéton, bloquant l'accès à la rue de Julie Meynard, qui habite ce quartier du nord de la capitale française depuis dix ans. «Une illustration parfaite de ce qui arrive tout le temps», soupire cette coach en entreprise qui a lancé en 2023 une pétition pour faire bouger les pouvoirs publics sur ce qu'elle considère comme une conséquence du «surtourisme». «Il y a une pollution aussi atmosphérique, mais surtout une pollution visuelle et une difficulté pour circuler ensemble et cohabiter», résume-t-elle, dénonçant «une invasion».

Cet été, tandis que Paris a retrouvé son niveau de fréquentation touristique d'avant la pandémie de Covid-19, la mairie a justement commencé à pointer une «surconcentration» de celle-ci dans certains quartiers: Montmartre, les abords de la tour Eiffel, ceux du Panthéon dans le Quartier latin, les Champs-Élysées...

«Il faut qu'on stabilise le nombre de touristes à Paris, il faut qu'on régule», estime Frédéric Hocquard, adjoint à la maire de Paris en charge du tourisme et de la vie nocturne. Le Grand Paris, qui regroupe la capitale et proche banlieue, a compté 36,3 millions de visiteurs en 2024.

Dans la cible de la mairie: les autocars. «Entre 500 et 600 bus de tour-opérateurs» en moyenne accèdent chaque jour à la capitale, occasionnant «une suractivité et une suroccupation de l'espace», alerte l'élue, qui souhaite à terme «exclure les cars de tourisme» de la ville.

AMENDE DE 135 EUROS

Ces autocars, dont 95% circulaient au diesel au 1er janvier 2024 selon les autorités, sont loués par des agences de voyage pour des tours de quelques jours.

Pour Mert Oz, guide touristique turc qui s'exprime auprès de son car garé au pied de la butte Montmartre, impossible d'utiliser les transports en commun. «C'est pas

facile de voyager avec le métro parce que nous sommes quarante (...), je peux oublier certaines personnes», relève-t-il.

«Seule, je ne sais pas comment voyager dans cette ville», affirme de son côté Aiden Zhang, touriste chinoise tout juste descendue de son autocar un peu plus loin, tandis qu'un de ses compatriotes montre des photos de Notre-Dame, l'étape précédente de leur parcours express de deux jours.

Cette forme de tourisme dans la ville-lumière est fermement défendue par les autocaristes. «Il ne faut pas du tout stigmatiser ce mode de transport qui est très développé à l'étranger, et qui ferait un manque à gagner très important pour toute la chaîne touristique», estime Ingrid Mareschal, déléguée générale de la Fédération nationale des transports de voyageurs, leur lobby.

Les nuisances vécues par les riverains sont liées, selon elle, à une réduction des places de stationnement par la mairie, poussant certains cars à ne pas respecter la réglementation.

Parmi les dizaines d'autocars alignés sur le boulevard Haussmann, à proximité des grands magasins, celui de Gilberto Almeida a ses feux de détresse allumés au bord d'une piste cyclable.

Le chauffeur de 58 ans vient d'écoper d'une amende de 135 euros pour stationnement interdit sur une voie de bus près de l'Olympia, célèbre music-hall parisien, explique-t-il avant de s'éclipser à l'arrivée de ses passagers pressés.

«Si on met en place un flux de transport, de circulation et de stationnement vertueux, les autocars ne seront plus gênants», assure Ingrid Mareschal au nom du secteur.

Ce conflit entre autocars et mairie n'est pas récent. Au moment de l'entrée en vigueur d'une zone à trafic limité du centre de Paris en novembre dernier, les autocars avaient échappé in extremis à une interdiction totale de circulation.

Don de sang Algérie

Donner son sang, c'est sauver une vie



التبرع بالدم الجزائر
أنقذ حياة بقطرة دم

HUISSIERS DE JUSTICE

محضرين قضائيين

لكل إعلاناتكم للبيع بالمزاد العلني في الجرائد الوطنية

Pour toutes vos publications de vos avis de vente aux enchères publiques

Contactez-nous aux : 0555.05.90.10 Mail canalsurpub@yahoo.fr T/F 048.74.13.48 / 74.11.22

CANAL SUR : Marketing & Publicité

Conception-Rédaction & Publication de vos annonces publicitaires dans la Presse

TF1

20.10 ALL INCLUSIVE



Bruno (François-Xavier Demaison) est sur un petit nuage en remportant un voyage tout frais payé pour deux vers les plages ensoleillées de la Guadeloupe. Toutefois, son enthousiasme s'effondre lorsqu'il s'aperçoit que sa compagne, Paloma (Maiwenn), ne peut pas l'accompagner à cause d'un passeport périmé, déclenchant une dispute mémorable. Convaincu par Jean-Paul Cisse (Frank Dubosc), un ami à la fois souriant et envahissant,...

2

20.10 LE GRAND ÉCHIQUIER



Depuis le musée du Quai Branly - Jacques Chirac, Claire Chazal et André Manoukian mettent en lumière la richesse, la diversité et la modernité de l'Afrique d'aujourd'hui. Des artistes de tous horizons proposent une soirée de partage, de transmission et d'émotion, où s'entrelacent musiques traditionnelles, classique et urbaines, héritages et créations. Avec Omar Sy, Angélique Kidjo et Youssou N'Dour, Yemi Alade, Mc Solaar & Marie-Flore, Sofiane Pamart, Ayo, Lubiana, KeBlack, Ouidad,...

3

JEUDI

6

20.10 ALEX HUGO



Saison 8 - Ep 3 : En terre sauvage

Dans la réserve intégrale de la Mirambelle, un cadre naturel protégé, le calme est soudain troublé par la découverte macabre du cadavre d'un jeune gardien, dont le crâne présente des fractures inquiétantes. Ce gardien, isolé dans un refuge au bord d'un lac d'altitude, est censé être le seul humain présent dans cette immense zone, où seules cinq personnes, dont Anna, la fondatrice de la réserve, et quatre scientifiques,...

CINE +
PREMIER

19.50 THE SECRET MAN :
MARK FELT



En mai 1972, à Washington, le décès de J. Edgar Hoover, le directeur emblématique du FBI, laisse un vide immense au sein de l'agence. Mark Felt (Liam Neeson), son fidèle numéro deux, se retrouve dans une position précaire alors que la Maison Blanche est sous pression à cause des mouvements contestataires appelant à la fin de la guerre du Vietnam. Alors que Felt espérait accéder au poste de directeur, L. Patrick Gray est désigné à sa place,...



20.10 99 À BATTRE

C'est l'heure de la grande finale qui récompensera l'ultime joueur, celui ou celle qui aura passé toutes les épreuves avec succès et vu ses 99 concurrents être éliminés les uns après les autres. Pour cette dernière soirée en compagnie de Juju Fitcats et Eric Antoine, la règle reste la même : à chaque défi, le joueur arrivé en dernière position est directement éliminé. Les gagnants, eux, restent dans la compétition jusqu'à ce qu'il n'en reste plus qu'un. Le seul candidat qui n'aura jamais perdu au terme de la finale...

CINE +
FRISSON

19.50 COMME UN FILS



Jacques Romand (Vincent Lindon), professeur de collège récemment endeuillé, vit une existence marquée par la solitude après la perte tragique de sa femme dans un accident de voiture. Éprouvé par des événements récents, il a décidé de quitter l'enseignement suite à une altercation entre élèves. Sa vie prend un tournant inattendu lorsqu'il intervient dans une épicerie pour empêcher un adolescent de commettre un braquage.

CANAL+

20.09 DEXTER : RESURRECTION



Saison 1 - Ep3 : Backseat Driver

Dans les rues vibrantes de New York, Dexter Morgan (Michael C. Hall), toujours en quête de rédemption, trouve un nouveau refuge en louant une chambre chez Kamara (Ntare Guma Mbaho Mwine), un chauffeur VTC dont la sympathie et l'amitié sincère lui apportent un semblant de normalité. Kamara lui enseigne les subtilités de son métier, offrant à Dexter une opportunité inattendue de se plonger dans l'univers nocturne de la ville.

CANAL+
family

19.50 FALLAIT PAS !



La veille de son mariage tant attendu avec Constance (Michèle Laroque), Bernard Leroy (Gérard Jugnot) se retrouve dans une situation délicate lorsqu'il tombe en panne sur une route isolée en montagne. À la recherche d'aide, il frappe à la porte d'un chalet, ignorant qu'il s'agit du repaire d'une secte mystérieuse, le Grand Élan cosmique. Sous l'autorité du charismatique gourou Magic (Jean Yanne) et de son fidèle adjoint Solomuka (François Morel),...

TF1

20.10 UNE FAMILLE EN OR



Dans ce numéro, les comédiens Gad Elmaleh et Kad Merad s'affrontent avec pugnacité sous la baguette de Camille Combal. Plusieurs acolytes leur seront d'un précieux secours tels Caroline Anglade, Maxime Gasteuil, Marine Leonardi, Paul de Saint Sernin, Elena Nagapetyan et Tareek, d'un côté, Michèle Laroque, Olivier Baroux, Philippe Caverivière, Thaïs Vauquières et Julien Arruti, de l'autre. Les deux équipes ne se feront aucun cadeau et conserveront en tête, avec bonne humeur,...

2

20.10 CAPITAINE MARLEAU



Saison 4 - Ep 13 : Le secret d'Alba De retour dans son village natal, Eloi Solana, un jeune homme d'affaires séduisant et ambitieux, est sur le point de redresser l'usine de ganterie en difficulté appartenant à la comtesse Alba de Bernac, une figure respectée de la communauté protestante locale. Cependant, son rêve de renaissance économique est brutalement interrompu lorsqu'il est retrouvé assassiné au sommet d'une colline, plongeant la région dans le choc et l'inquiétude.

3

VENDREDI

6

20.10 SARDOU, AUTOPOTRAIT



L'année 2023 marque la tournée "Je me souviens d'un adieu". Plus de 60 dates à guichets fermés en France, Belgique et Suisse, rassemblant plus de 400 000 spectateurs, témoignent de l'aura intacte de l'idole populaire. Le chanteur se livre sans fard à Augustin Trapenard lors d'entretiens intimistes menés en Normandie. Seul face à la caméra, Sardou dévoile les coulisses d'un destin hors-norme, de sa naissance dans une famille de saltimbanques à son règne sur la chanson française.

CANAL+
CINEMA

20.00 MON INSÉPARABLE



Mona (Laure Calamy) consacre sa vie à son fils Joël, un jeune homme adulte en situation de handicap, qu'elle soutient avec dévouement. Leur quotidien tranquille prend un tournant inattendu lorsque Joël commence à nouer une relation avec Océane, une collègue de son entreprise d'insertion, également en situation de handicap. Cette nouvelle réjouissante est teintée d'une surprise encore plus grande : Océane est enceinte de Joël, et le couple souhaite accueillir cet enfant.

20.10 LES BLAGUES DE TOTO 2 :
CLASSE VERTE



C'est le grand jour pour Toto (Hugo Trophard) et ses camarades de classe, qui se préparent à vivre une aventure mémorable lors de leur séjour en classe verte. Accompagnés de leurs deux institutrices, madame Gossein et mademoiselle Jolibois, cette dernière est déjà en alerte, anticipant les frasques légendaires de Toto qu'elle redoute profondément. Le groupe part à la découverte d'une ferme bio, où les enfants sont immergés dans la nature,...

CINE +
FAMIZ

19.50 LE VOYAGE DU DR DOLITTLE



Après avoir perdu sa femme, le Dr Dolittle (Robert Downey Jr.), un médecin excentrique doté du don rare de communiquer avec les animaux, se retire dans sa majestueuse demeure anglaise, coupé du monde extérieur. Sa solitude est brusquement interrompue par la visite d'une proche de la cour royale, qui lui demande d'intervenir d'urgence au palais. La reine est gravement malade et nécessite des soins immédiats. Pour lui venir en aide,...

CANAL+

20.10 KRAVEN THE HUNTER



Après avoir usurpé l'identité d'un détenu, Sergei Kravinoff (Aaron Taylor-Johnson) s'immisce dans une prison russe isolée, où il s'attaque violemment au chef d'un gang criminel impitoyable. Ce coup audacieux marque le commencement d'une traque implacable, alors que Kravinoff s'élance vers Londres avec l'intention de se débarrasser de son passé tumultueux. Fils de Nikolai, un marchand d'armes redouté, il émerge dans un monde où la violence et la manipulation sont omniprésentes.

CINE +
FRISSON

19.50 ARCADIAN



Dans un futur dystopique ravagé par la pollution et les conflits, Paul (Nicolas Cage) se retrouve en fuite, cherchant désespérément à échapper à des menaces omniprésentes. Après une course contre la montre, il parvient à retrouver ses deux nourrissons, qui l'attendaient dans un abri. Quinze ans plus tard, Paul a construit une nouvelle vie avec ses fils, Joseph et Thomas, dans une ferme isolée, loin des horreurs du monde extérieur.

| | A | B | C | D | E | F | G | H | I | J |
|----|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 1 | | | | | | | | | | |
| 2 | | | | | | | | | | |
| 3 | | | | | | | | | | |
| 4 | | | | | | | | | | |
| 5 | | | | | | | | | | |
| 6 | | | | | | | | | | |
| 7 | | | | | | | | | | |
| 8 | | | | | | | | | | |
| 9 | | | | | | | | | | |
| 10 | | | | | | | | | | |

Horizontalement:

- De l'argent à l'appel. Part au devant.
- Caisse de versement. Fichu.
- Etats-Unis d'Allemagne. A de la carrure.
- Part du réel. Sa bouche sent mauvais.
- Flambée. Les deux font la paire !
- La cohorte sublime (les). Fit ce qu'il faut.
- Eléments de rébus. Rouille s'il est aux piments.
- Dans son milieu. Epée.
- Conjonction. Note. Conduit.
- Réflexion faite, elle se casse ! Deux à trois.

Verticalement:

- Contrainte.
- Levée de séance. Code de la route. Sans effets.
- Couverts d'or blanc.
- On y donne toute la gomme, en vain !
- Connu en général. Figurant sur la liste. Test thématique.
- Instrument à corde. Contracté.
- Infinif. A une voix cajoleuse. Réfléchi.
- Plus enfant. Gouverne suivant le vent.
- Débarrassent de toto et ses frères.
- Places aux affaires !

| | | | | | | | | | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| E | R | U | T | I | N | R | U | O | F | I | T | O | M | E |
| T | T | E | E | R | T | N | E | M | E | R | U | S | C | E |
| O | N | E | M | A | D | A | M | D | T | T | P | R | J | L |
| L | E | E | G | A | V | A | R | R | R | L | I | T | U | O |
| L | M | E | U | O | R | U | A | A | S | T | P | R | B | D |
| I | E | N | O | C | O | C | G | R | U | E | E | S | I | N |
| D | L | L | H | G | E | E | H | R | E | S | T | U | L | A |
| O | B | E | O | N | R | N | E | A | R | I | E | P | A | M |
| G | A | S | N | O | T | T | D | E | N | D | E | E | T | U |
| S | T | I | T | G | U | R | V | A | U | D | R | R | I | O |
| O | I | N | E | B | O | E | T | T | R | G | I | U | O | D |
| M | V | E | E | N | L | I | A | E | O | O | E | N | A | |
| M | E | R | L | U | O | B | G | P | H | T | R | P | Z | M |
| A | N | N | O | N | A | E | H | C | A | H | C | A | E | A |
| I | I | B | S | H | E | C | N | E | N | A | M | R | E | P |

AMADOU - ANON - BOULEVERSER - BUTER - CENTRE - CHOIR - COCON - CROIRE - DRAGEE - ECRITURE - ENTRÉE - FOURNITURE - GODILLOT - GONG - GOTH - GOURDE - GRUE - HABITUDE - HONTE - HACHE - INEVITABLEMENT - JUBILATION - LESINER - LOUTRE - MADAME - MANDOLE - MARCHAND - MOTIF - NORD - OBSTINATION - ONZE - OUTIL - OUTRAGE - PEGRE - PERMANENCE - PIPE - RAPEUR - RAVAGE - ROUE - SOLE - SUER - SUPER - SUREMENT - TRACE.

Les 6 lettres restantes composent le tout de la charade suivante :

- Mon 1er imite sans parler.
 - Mon 2e eut le culot.
- Mon tout est un arbre à fleurs.

| | | | | | | | | | | | | | | |
|----|---|---|---|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|
| 1 | A | R | C | | | | | | | | | | | |
| 14 | | | | | | | | | | | | | | |

| | | | | | | | | | | | | | | |
|----|----|----|----|----|----|----|----|----|----|--|--|--|--|--|
| 3 | 8 | 4 | 7 | 5 | 13 | 6 | 2 | 6 | 2 | | | | | |
| 8 | 18 | 8 | 9 | 6 | | 9 | 5 | 11 | 1 | | | | | |
| 4 | 6 | 6 | | 4 | 8 | 5 | 2 | 6 | 7 | | | | | |
| 7 | 5 | 9 | | 1 | 5 | 11 | 6 | 2 | 1 | | | | | |
| 10 | 2 | | 3 | | 7 | 5 | | 17 | | | | | | |
| 6 | | 1 | 12 | 11 | 8 | 4 | 5 | 6 | 2 | | | | | |
| 9 | 8 | 12 | 14 | | 4 | 1 | 10 | 5 | 16 | | | | | |
| 9 | 12 | 18 | 5 | 6 | | 10 | 1 | 9 | | | | | | |
| 1 | | 6 | 13 | | 18 | 5 | 9 | 9 | 6 | | | | | |
| 10 | 18 | | 6 | 8 | | 8 | 5 | 6 | 7 | | | | | |
| 5 | 8 | 4 | | 12 | 2 | 4 | 6 | | 7 | | | | | |
| 8 | 12 | 2 | 13 | 5 | 7 | | | 7 | 6 | | | | | |
| 4 | 9 | | 12 | | | 14 | 1 | 5 | 4 | | | | | |
| 7 | 8 | 12 | 3 | 15 | 6 | | 11 | 6 | 3 | | | | | |
| | 10 | 7 | | 16 | 1 | 2 | 5 | 4 | 6 | | | | | |

Jeux proposés par Chérifa Benghani

FLÉCHES N° 9356

| | | | | | | | | | | |
|----------------------------------|--|----------------------------------|--------------------------------------|----------------------------------|--|------------------------------|--|--|-------------------------------------|--|
| | | | | | | | | | | |
| | | | | | | | | | | |
| | | | | ENLEVA CHATIÉ | | | | | | DÉSAXÉE, DESE- QUILIBREE, FOLLE |
| | | ENSUITE UN PEU DE TOUT | | | DEVANCE L'APPEL DELICE | | | PEU APEINE PREPOSI- TION | | |
| TALENT, APTITUDE PASCAL | | | | | | | AVANT LES AUTRES GRECQUE CÔTÉ COUR | | | |
| | | | JUGE DE TOUCHE GROS POISSON | | | | | | | |
| | | | | | LES AFFAIRES ! CONTINENT PRESSE | | | | | |
| | | | | GLOUTON APRES BIS RÉFLÉCHI | | | FORT, IL GARDE L'ARGENT ET LES CHOSSES PRÉCIEUSES | | GRAND FRÈRE ARMES BLANCHES | |
| | | | INFINITIF CURIE | | | | | | | |
| | | TONDRE CAMPAGNE ALGERIENNE | | | | | | HOMME MAL- HONNETE, SANS SCRUPULES | | |
| | | | | PARTIRA GRATTEE | | | | | | |
| | | | NOTE NEGATION COURS D'EAU | | | | | MISS FLEURS GRILLER UNE TIGE | | |
| VILLAGE MORT DEPUIS PEU | | | | | HÉ ! LÀ ! DOUCEMENT ! | DE TEMPS A AUTRE NÉANT | | | | |

FOUILLIS N° 9356

SUDOKU N° 9356

| | | | | | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|--|
| | | 8 | 2 | | 3 | | | | | |
| | | 1 | | | 9 | 5 | 7 | | | |
| | | 9 | | 4 | 8 | | | 1 | | |
| | | | 5 | 2 | | | 6 | 7 | | |
| 2 | | 1 | | | 6 | 9 | 4 | | | |
| | 7 | | | | 9 | | 2 | | | |
| 7 | | | | | 4 | | | | 1 | |
| 4 | 2 | | | | | 8 | | | | |
| | 6 | 3 | | 2 | 7 | | 5 | | | |

LES SOLUTIONS

FLECHES N°9355

| | | | | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | F | R | O | U | S | S | E | | |
| E | R | | B | T | | | O | N | T |
| M | O | T | S | | | S | | | |
| P | L | I | E | S | | | D | O | T |
| L | E | | R | E | G | A | L | E | |
| A | | P | V | | | L | I | E | R |
| C | O | | A | N | O | N | | | R |
| E | T | A | T | | | B | | O | E |
| M | A | | I | D | E | E | S | | |
| E | N | V | O | I | | | N | E | T |
| N | | | U | N | | | R | A | N |
| T | R | E | S | S | E | | | | T |

CROISÉS N°9355

| | | | | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| L | O | C | O | M | O | T | I | V | E |
| U | T | I | L | E | | R | E | A | L |
| N | O | N | | T | R | I | | U | |
| E | | Q | U | I | E | T | U | D | E |
| T | A | U | | C | O | U | P | O | N |
| T | R | A | P | U | | R | | U | T |
| E | | N | U | L | L | E | S | | R |
| R | A | T | E | E | | S | U | E | E |
| I | R | E | | U | N | | R | U | E |
| E | C | | E | X | P | I | E | E | S |

SUDOKU N°9355

| | | | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 9 | 7 | 8 | 2 | 1 | 3 | 5 | 6 | 4 |
| 1 | 5 | 3 | 7 | 6 | 4 | 9 | 2 | 8 |
| 4 | 6 | 2 | 5 | 8 | 9 | 7 | 1 | 3 |
| 6 | 1 | 9 | 8 | 7 | 5 | 3 | 4 | 2 |
| 2 | 3 | 5 | 4 | 9 | 1 | 8 | 7 | 6 |
| 7 | 8 | 4 | 3 | 2 | 6 | 1 | 5 | 9 |
| 5 | 4 | 7 | 6 | 3 | 8 | 2 | 9 | 1 |
| 3 | 2 | 1 | 9 | 4 | 7 | 6 | 8 | 5 |
| 8 | 9 | 6 | 1 | 5 | 2 | 4 | 3 | 7 |

CODÉS N° 9355

| | | | | | | | | | | | |
|----|---|----|---|----|---|----|---|----|---|----|---|
| 1 | R | 2 | A | 3 | P | 4 | T | 5 | E | 6 | O |
| 7 | S | 8 | N | 9 | I | 10 | M | 11 | C | 12 | L |
| 13 | B | 14 | V | 15 | U | 16 | F | 17 | G | 18 | D |
| 19 | | 20 | | 21 | | 22 | | 23 | | 24 | |

FOUILLIS N° 9355:

TALENT (Ta - Lent)

FOUILLIS N° 9355:
TALENT (Ta - Lent)



10 ERREURS



Le Venezuela envoie navires de guerre et drones dans ses eaux territoriales



Le Venezuela a annoncé mardi envoyer des navires de la Marine et des drones patrouiller dans ses eaux territoriales, en réponse à l'envoi par les Etats-Unis de plusieurs bâtiments de guerre dans les Caraïbes au motif de lutter contre le narcotrafic international. Le ministre des Armées a déclaré dans une vidéo envoyer des «patrouilles navales dans le golfe du Venezuela et des navires de plus grand tonnage plus au nord dans nos eaux territoriales», ainsi qu'«un déploiement important de drones avec différentes missions». Caracas avait déjà annoncé lundi la mobilisation de 15.000 membres de ses forces de sécurité à la frontière avec la Colombie. Washington avait annoncé la semaine dernière le déploiement de trois destroyers lance-missiles au large des côtes du Venezuela. Et mardi, un responsable américain ayant requis l'anonymat a indiqué à l'AFP que Donald Trump a décidé de déployer également un croiseur lance-missiles, l'USS Lake Erie, et le sous-marin d'attaque à propulsion nucléaire.

Le Danemark convoque le chargé d'affaires américain après des «tentatives d'ingérence» au Groenland



Le Danemark a convoqué le chargé d'affaires américain après un reportage de la télévision publique faisant état de «tentatives d'ingérence» au Groenland, territoire autonome du royaume scandinave convoité par l'administration Trump, a annoncé mercredi la diplomatie danoise. «Toute tentative d'ingérence dans les affaires internes du Royaume sera bien sûr inacceptable», a réagi le ministre danois des Affaires étrangères, Lars Løkke Rasmussen, dans un communiqué transmis à l'AFP. «J'ai demandé au ministère des Affaires étrangères de convoquer le chargé d'affaires américain pour une réunion au ministère», a-t-il ajouté. Selon la télévision publique DR, au moins trois Américains liés à Donald Trump mènent des opérations d'influence au Groenland. Après son élection, le président Trump avait expliqué avoir «besoin» du Groenland, notamment pour la sécurité des Etats-Unis, répétant à plusieurs reprises son souhait. Le Groenland, soutenu par sa puissance de tutelle, avait rétorqué ne pas être à vendre et décider seul de son avenir.

EDITORIAL

Par Abdou BENABBOU

RENOUVELLEMENT DES BUS ET AUTOCARS, UNE AUBAINE À SAISIR

Tout le monde s'accorde pour redéfinir le sens sommairement donné jusqu'ici au transport et à la circulation routière. Le code de la route, maintes fois remodelé, ne devait pas être supposé comme une trop générale règle de conduite pour se déplacer et de transporter, mais obligatoirement compris en code et en pratique de vie pour l'ensemble de la communauté.

Sans doute que le formalisme de la législation, malgré ses mesures répressives, aussi draconiennes qu'elles puissent être, a montré ses limites.

La sécurité routière ne s'arrête pas seulement à une régulation formelle d'engins roulants car elle est aussi un segment important de toute la sécurité nationale. Elle conditionne dans une large mesure

la bonne ou détestable harmonie sociale d'un pays. Elle structure ou déstructure la vie de l'ensemble de la population et sa prégnante grande stature, selon qu'elle soit bien ou mal régulée, a par ses multiples effets tentaculaires de profondes incidences sur la vie économique et sociale du pays.

Les tracés actuels des lignes de transport, alimentés en tramways à grands frais dans certaines wilayates ne répondent que peu à la grande vague du déplacement des populations vers les nouvelles grandes cités.

La décision prise par les autorités de re-

nouveler progressivement les gros moyens de transport est une aubaine salubre à saisir pour qu'elle soit approfondie. L'impératif de sa prise en charge est fondamentalement exigé de l'ensemble des acteurs logistiques, administration, douanes et banques et tous ceux concernés de près ou de loin par le sujet. Mais la véritable œuvre demandée ne peut se suffire d'un correctif hâtif pour tempérer les dangers. Le problème des transports et de la circulation routière projette de lourds soucis jusqu'au monde de l'urbanisme et de l'aménagement du territoire. L'opportunité offerte par le nouveau programme en direction des bus et autocars est propice pour un large réaménagement de la politique du transport des populations des grandes cités qui fleurissent à la périphérie des grandes villes.

Etats-Unis: la surtaxe douanière sur les produits indiens passe à 50%



La surtaxe des Etats-Unis sur les produits indiens importés, fixée à 25% depuis le début du mois, est passée mercredi à 50%, une manière pour Donald Trump de sanctionner les achats de pétrole russe par l'Inde.

Le président américain, qui a bousculé le commerce mondial depuis son retour à la Maison Blanche, avait annoncé ce taux punitif début août alors qu'il s'agissait face au refus de Moscou d'accepter un cessez-le-feu en Ukraine. Malgré l'accueil chaleureux qu'il a réservé depuis à Vladimir Poutine en Alaska, il a maintenu cette mesure qui vise à entraver la capacité de Moscou de financer la guerre. Après la Chine, l'Inde est le principal client de la Russie pour son pétrole, qui représentait en 2024 près de 36% de ses importations en la matière, contre environ 2% avant le début de la guerre en Ukraine en 2022, selon les données du ministère indien du Commerce.

Afghanistan: un bus se renverse, 25 morts



Au moins 25 personnes ont été tuées et 27 blessées lorsqu'un bus s'est retourné dans la province de Kaboul, ont annoncé les autorités mercredi, une semaine après l'accident de la route le plus meurtrier depuis des années en Afghanistan. Le bus s'est retourné dans la nuit de mardi à mercredi à l'ouest de la capitale afghane, sur l'autoroute menant à la ville de Kandahar (sud), «du fait de la négligence du conducteur», a indiqué le porte-parole du ministère de l'Intérieur, Abdul Mateen Qani.

Selon cette source, 25 personnes ont été tuées et 27 blessées, dont l'étendue des blessures n'a pas été précisée, ont été admises dans plusieurs hôpitaux de la région. Mardi dernier, 76 personnes, dont 19 enfants, avaient péri dans la collision d'un autocar transportant des migrants de retour d'Iran, un camion et une moto, avaient rapporté les autorités locales. En décembre, deux accidents d'autocars impliquant un camion-citerne et un camion sur une autoroute traversant le centre du pays avaient fait au moins 52 morts.